

CORPS DES CHEFS DE DAIRA

Le Président Tebboune opère un vaste mouvement

P. 3

ALGÉRIE-ITALIE

Le Président Tebboune reçoit la ministre italienne de l'Intérieur

P. 24

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

L'Algérie élue au Conseil d'administration

P. 24

ESSAIS NUCLÉAIRES FRANÇAIS DANS LE SUD ALGÉRIEN

Appel à la France pour déterrer son passé nucléaire

Deux experts français en désarmement ont appelé, lundi dans une tribune publiée dans le journal *Le Monde*, le gouvernement français à collaborer avec les autorités algériennes afin que soient retrouvées les matières radioactives enfouies dans le sud algérien en conséquence des 17 essais nucléaires effectués par la France. "Plus de cinquante ans après le dernier essai nucléaire français au Sahara, le passé nucléaire de la France ne doit plus rester enfoui dans les sables. Il est temps de déterrer les déchets provenant des 17 essais réalisés entre 1960 et 1966 par la France au Sahara, pour assurer la sécurité sanitaire des générations actuelles et futures, préserver l'environnement et ouvrir une nouvelle ère des relations entre l'Algérie et la France", plaident Patrice Bouveret (ndlr : Co-fondateur et directeur de l'Observatoire des armements) et Jean-Marie Collin (ndlr : consultant indépendant sur les problématiques de défense et de sécurité internationale).

P. 3
DKnews/APS



RÉFÉRENDUM SUR LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Rencontre de coordination entre l'ANIE et l'ARAV

P. 4

ÉPREUVE DES MATHÉMATIQUES DU BAC 2020

Avis mitigés des candidats sur la complexité du sujet

P. 3

60^e ANNIVERSAIRE DE L'OPEP

Attar : «une organisation plus que jamais "influente"»

P. 7

SANTÉ

MÉNINGIOME

Symptômes et traitement de cette tumeur au cerveau

P.p 12-13

FOOTBALL

SAISON 2020/2021
Reprise des entraînements uniquement pour les seniors et les réserves

P. 21



TRÉSORS ARCHÉOLOGIQUES

La Belgique restitue au Guatemala un masque maya vieux de plus de mille ans

P. 16

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE LA GENDARMERIE NATIONALE (ESGN)

Le colonel Derrani installé au poste de Commandant

P. 24

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION 22 décès et 1259 blessés en une semaine



Vingt-deux (22) personnes ont trouvé la mort et 1259 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation survenus à travers le territoire national, durant la période du 6 au 12 septembre, indique mardi un bilan de la Direction générale de la Protection civile (DGPC).

"Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Boumerdes avec trois (03) personnes décédées et 32 autres blessées, précise la même source.

Par ailleurs, et dans le cadre du dispositif de surveillance des plages, 2886 interventions de la Protection civile ont permis de sauver de la noyade 2094 personnes et d'assurer les premiers secours à 751 autres, ainsi que l'évacuation de 113 autres vers les structures sanitaires, ajoute-t-on.

Néanmoins, il a été déploré le décès par noyade de deux (02) personnes à Jijel et à Boumerdes.

S'agissant des activités de lutte contre la propagation de la Covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 205 opérations de sensibilisation à travers 48 wilayas portant sur la sensibilisation des citoyens sur la nécessité du respect du confinement et de la distanciation physique, est-il ajouté.

En outre, 672 autres opérations de désinfection générale ont été menées dans ces mêmes wilayas, ciblant l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles, sachant que pour les deux actions, 1511 agents, tous grades confondus, 180 ambulances et 252 engins d'incendie ont été mobilisés, conclut la DGPC.

ALGÉRIE - SÉISME Secousse tellurique de 3,2 dans la wilaya d'Alger

Une secousse tellurique de 3,2 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée lundi à 20h51 (heure locale) dans la wilaya d'Alger, a indiqué le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG) dans un communiqué.

L'épicentre de cette secousse tellurique a été localisé à 9 km au Nord-Ouest de Bordj El Bahri (wilaya d'Alger), a précisé la même source.

EL-BAYADH 2 morts suite à un affaissement de terrain dans un chantier

Deux personnes ont trouvé la mort suite à un affaissement de terrain, survenu lundi dans un chantier de réalisation d'un projet d'assainissement des eaux usées à El Bayadh, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile de la wilaya.

Les corps des deux victimes, des frères âgés de 51 et 53 ans qui effectuaient des travaux confiés à leur entreprise pour la réalisation de canalisations au profit d'un lotissement à hai "Ouled Yahia", ont été délogés des décombres sur une profondeur de 6 mètres, a indiqué à l'APS le directeur de wilaya de la Protection civile par intérim, le capitaine Abdennabi Fadlaoui.

Ils ont été ensuite déposés à la morgue de l'Établissement public hospitalier (EPH) "Mohamed Boudial" d'El Bayadh et les services compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de cet accident.

MOSTAGANEM Mise en échec d'une tentative d'émigration clandestine par mer



Les policiers de la sûreté de daïra de Aachâcha (wilaya de Mostaganem) ont mis en échec une tentative d'émigration clandestine par mer et d'arrêter un groupe de malfaiteurs spécialisés dans l'escroquerie, a-t-on appris lundi auprès de ce corps sécuritaire. Cette opération a eu lieu dans la nuit de vendredi à samedi lorsqu'une patrouille de police a remarqué le mouvement suspect de deux personnes qui se sont avérés des candidats à l'émigration clandestine par mer à partir des plages de Aachâcha, arnaqués par des malfaiteurs.

Trois autres personnes appartenant au même groupe ont été arrêtées le lendemain, ainsi que les deux supposés passeurs qui ont arnaqué 12 personnes en leur promettant une traversée pour passer à l'autre rive de la Méditerranée contre une somme de 200.000 DA chacun. Les deux passeurs, accusés d'organisation d'une tentative d'émigration clandestine, ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Sidi Ali qui les a placés sous mandat de dépôt en attendant leur jugement.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ 5 individus arrêtés et une quantité de drogue saisie à Alger (DGSN)

Cinq (5) personnes dont deux ressortissants africains ont été arrêtées et une quantité de drogue a été saisie par les éléments de la sûreté nationale d'Alger, a indiqué lundi un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN).

"Les services de la sûreté d'Alger ont démantelé une bande criminelle spécialisée dans le trafic et le stockage d'héroïne.

L'opération a permis l'arrestation de cinq (5) suspects dont deux ressortissants africains et la saisie de 283,3 g d'héroïne", a précisé la même source. La brigade de la Police judiciaire de la circonscription administrative de Sidi M'hamed qui a traité l'affaire a saisi également "une somme d'argent issue des revenus du trafic dépassant 55 millions de centimes ainsi que six (6) téléphones portables et un véhicule touristique", a ajouté la même source.

Après finalisation des procédures légales, les mis en cause ont été présentés devant les autorités judiciaires territorialement compétentes, a conclu le communiqué.

ANNABA Le président de l'APC de Sidi Amar suspendu de ses fonctions en raison de "poursuites judiciaires"

Le wali d'Annaba a suspendu lundi le président de l'Assemblée populaire communale (APC) de Sidi Amar en raison des poursuites judiciaires dont ce dernier fait actuellement l'objet, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de la wilaya. "Le président de l'Assemblée populaire communale de Sidi Amar et membre du parti du Front de libération nationale (FLN), Ali Siad, lequel fait l'objet de poursuites judiciaires, a été suspendu de ses fonctions sur décision du wali Djameleddine Berimi", a révélé la même source sans donner davantage de détails. Les services de wilaya ont, par ailleurs, rappelé que l'édile, président de l'APC de Sidi Amar est le deuxième président de cette collectivité locale à avoir fait l'objet d'une telle mesure après la suspension en 2019 de l'ancien président de la même APC. Il est à noter que cette suspension intervient conformément à l'article 43 du code communal stipulant que "tout élu faisant l'objet de poursuites judiciaires pour un crime ou un délit en rapport avec les deniers publics, pour atteinte à l'honneur ou ayant fait l'objet de mesures judiciaires, ne peut poursuivre valablement son mandat électif, et est donc suspendu par arrêté du wali jusqu'à l'intervention du jugement définitif de la juridiction compétente." Le même article stipule encore qu'"En cas de jugement définitif innocentant, l'élu reprend automatiquement et immédiatement l'exercice de son activité électorale."

BACCALAURÉAT 20% des candidats libres absents au premier jour des épreuves



Pas moins de 20% des candidats libres ont été absents au premier jour de l'examen du baccalauréat dont les épreuves ont débuté dimanche, tandis que le taux d'absence des candidats scolarisés n'a pas dépassé 1%, a-t-on appris lundi auprès du ministère de l'Éducation nationale. "Aucun cas de fraude, ni de contamination au nouveau coronavirus (Covid-19) n'ont été enregistrés", a fait savoir la même source. Le nombre des candidats inscrits s'élève à 637.538 dont 413.870 candidats scolarisés et 223.668 candidats libres.

MOUDJAHIDINE - DÉCÈS Tissemsilt : décès du moudjahid Kerdane Abdelkader

Le moudjahid Kerdane Abdelkader est décédé lundi à son domicile dans la ville de Lardjam (Tissemsilt) à l'âge de 90 ans suite à des problèmes de santé, a-t-on appris lundi auprès du musée du moudjahid de la wilaya de Tissemsilt.

Kerdane Abdelkader, né en 1930 dans la commune de Lardjam, émigra en France vers la fin des années 1940. Il rejoignit la guerre de libération nationale en 1956 parmi les groupes de la Fédération de France du Front de libération nationale (FLN), selon la même source. Le moudjahid fut rejoint en 1959 par son père qui fut aussitôt emprisonné par l'armée coloniale, alors que Abdelkader Kerdane fut victime d'executions de la part de la soldatesque française. Plus tard, lui et son père furent partie des organisateurs des manifestations des Algériens en France, le 17 octobre 1961, et condamnés à mort par contumace et ce, juste avant la proclamation du cessez-le-feu le 19 mars 1962. Abdelkader Kerdane regagna, ensuite, le pays et assista à la levée du drapeau national dans la zone de Sidi Abdelkader, non loin de la zone de Bab Bekkouche, théâtre de grandes batailles de l'Ouarsenis.

Le défunt a été inhumé après la prière de l'Asr au cimetière "Hadj Ahmed" relevant de la commune de Lardjam, a-t-on précisé de même source.

ENVIRONNEMENT Bejaia: mort d'une quantité considérable de poissons à l'embouchure de l'oued Soummam

Une quantité considérable de poissons, de la carpe essentiellement, continue d'échouer sur la plage de Tamehlaht, à l'embouchure de l'oued Soummam, non loin de l'aéroport Abane Ramdane de Bejaia, a-t-on constaté. Ce lundi des bancs entiers de poissons, les yeux exorbités ont été encore sur les bords de la plage ou aux abords de l'oued Soummam, alimentant la panique des riverains, effrayés à l'idée d'une intoxication du milieu aquatique. "Selon un premier constat, le phénomène a été provoqué par les dernières crues de l'oued, qui, en charriant de la boue, a provoqué le colmatage des branchies des poissons et induit en conséquence à leur asphyxie", a expliqué le directeur adjoint de la direction de la pêche, Chafaa Debou, qui écarte ainsi, la thèse d'une éventuelle maladie infectieuse.

"Il n'y a aucun risque sanitaire possible sur la population", a-t-il ajouté, soulignant néanmoins la possibilité de l'implication aggravante de certaines unités de construction qui rejettent leurs gravats terreux sur les plans d'eau". Une enquête est menée pour en déterminer les causes exactes à l'origine de ce phénomène, a-t-il ajouté.

Le poisson d'eau douce ainsi affecté par les charges de boue échoue aveuglément dans l'eau de mer.

Les vagues le rejette par la suite sur les plages, a-t-il encore expliqué.

MAGISTRATURE

Le Président Tebboune opère un mouvement partiel dans le corps des présidents des tribunaux administratifs et des commissaires d'Etat

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a opéré, lundi, un mouvement partiel dans le corps des présidents des tribunaux administratifs et des commissaires d'Etat près les tribunaux administratifs, indique un communiqué de la Présidence de la République.

Ce mouvement partiel a concerné Mesdames et Messieurs:

En premier lieu: Corps des présidents des tribunaux administratifs:

A- Nominations:

- Hamdi Boulouar, président du tribunal administratif de Biskra.
- Fassi Nacer, président du tribunal administratif de Béchar.
- Derouiche Abdelkader, président du tribunal administratif de Blida.

- Djenadi Djilali, président du tribunal administratif de Jijel.

- Ziani Abdellah, président du tribunal administratif de Sidi Bel Abbès.

- Chouaib Thouraya, présidente du tribunal administratif de Mostaganem.

- Zeghrir Aicha, présidente du tribunal administratif de Ouargla.

B- Mutations:

- Oudainia Nassima, présidente du tribunal administratif de Bouira, mutée en qualité de présidente du tribunal administratif de Chlef.

- Lebsir Fatna, présidente et du tribunal administratif de Sétif, mutée en qualité de présidente du tribunal administratif de Bouira.

- Djezzoul Noureddine, président du tribunal administratif de Tiaret, muté en qualité de président du tribunal administratif de Tlemcen.

- Belberouat Mohammed, prési-

dent du tribunal administratif de Béchar, muté en qualité de président du tribunal administratif de Tiaret.

- Nouar Ayache, président du tribunal administratif de Biskra, muté en qualité de président du tribunal administratif de Sétif.

- Chikhaoui Latifa, présidente du tribunal administratif de Tlemcen, mutée en qualité de présidente du tribunal administratif de Ain Témouchent.

C- Fin de fonctions:

- Bekacem Fatiha, présidente du tribunal administratif de Chlef.

- Younes Mahbouba, présidente du tribunal administratif de Jijel.

- Hanifi El-Hachemi Omar Malika, présidente du tribunal administratif de Ain Témouchent.

- Saad Chemloul Mohammed, président du tribunal administratif de Mostaganem (appelé à d'autres fonctions).

- Ghanim Moukhtaria, présidente du tribunal administratif de Sidi Bel Abbès (appelée à d'autres fonctions).

- Meslioui Hadjira, présidente du tribunal administratif de Blida (appelée à d'autres fonctions).

En second lieu :

Dans le corps des Commissaires d'Etat près les tribunaux administratifs:

A- Nominations:

- Chaabane Madjid, Commissaire



d'Etat près le tribunal administratif d'Oum El Bouaghi

- Aksoum Hamid, Commissaire d'Etat près le tribunal administratif de Tamanrasset

- Yahiaoui Mohamed, Commissaire d'Etat près le tribunal administratif de Sétif

- Benmadani Ahmed, Commissaire d'Etat près le tribunal administratif de Ain Defla

- Touaybia Brahim, Commissaire d'Etat près le tribunal administratif de Ghardaïa

B- Mutations:

- Ghani Afif, Commissaire d'Etat à Ouargla, muté en qualité de Commissaire d'Etat près le tribunal administratif de Laghouat

- Djabri M'hamed, Commissaire d'Etat à Naama, muté en qualité de Commissaire d'Etat près le tribunal

administratif de Bouira

- Ouadhi Djilali, Commissaire d'Etat à Bordj Bou Arreridj, muté en qualité de Commissaire d'Etat près le tribunal administratif de Médéa

- Benhamida Abderahmi, commissaire d'Etat à Médéa, muté en qualité de Commissaire d'Etat près le tribunal administratif de Mostaganem

- Amrani Kamel, Commissaire d'Etat à El Oued, muté en qualité de Commissaire d'Etat près le tribunal administratif de Ouargla

- Lebair Abdelkader, Commissaire d'Etat à Oum El Bouaghi, muté en qualité de Commissaire d'Etat près le tribunal administratif d'Ilizi

- Herouadji Bachir, Commissaire d'Etat à Laghouat, muté en qualité de Commissaire d'Etat près le tribunal administratif de Bordj Bou Arreridj

CORPS DES CHEFS DE DAIRA

Le Président Tebboune opère un vaste mouvement

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a opéré, lundi, un vaste mouvement dans le corps des chefs de Daira, indique un communiqué de la Présidence de la République. Ce mouvement a concerné des fins de fonction pour 127 chefs de Daira, des mutations de 110 chefs de Daira et la promotion de 131 autres, précise la même source.

- Fassih Ammar, Commissaire d'Etat à Ilizi, muté en qualité de Commissaire d'Etat près le tribunal administratif d'El Oued

- Ouahrani Mohamed, Commissaire d'Etat à Relizane, muté en qualité de Commissaire d'Etat près le tribunal administratif de Naama

- Bendjeloul Samir, Commissaire d'Etat à Ain Defla, muté en qualité de Commissaire d'Etat près le tribunal administratif de Ain Témouchent

- Bezzaoucha Abdelhalim, Commissaire d'Etat à Bouira, muté en qualité de Commissaire d'Etat près le tribunal administratif de Relizane

- Zara Mustapha, Commissaire d'Etat près le tribunal administratif de Sétif.

- Kahouadji Kocella, Commissaire d'Etat près le tribunal administratif de Ain Témouchent.

C- Fins de fonctions

- Zara Mustapha, Commissaire d'Etat près le tribunal administratif de Sétif.

ESSAIS NUCLÉAIRES AU SUD ALGÉRIEN

La France appelée à collaborer avec l'Algérie (experts)

Deux experts français en désarmement ont appelé, lundi dans une tribune publié dans le journal Le Monde, le gouvernement français à collaborer avec les autorités algériennes afin que soient retrouvées les matières radioactives enfouies dans le sud algérien en conséquence des 17 essais nucléaires effectués par la France. "Plus de cinquante ans après le dernier essai nucléaire français au Sahara, le passé nucléaire de la France ne doit plus rester enfoui dans les sables. Il est temps de déterrer les déchets provenant des 17 essais réalisés entre 1960 et 1966 par la France au Sahara, pour assurer la sécurité sanitaire des générations actuelles et futures, préserver l'environnement et ouvrir une nouvelle ère des relations entre l'Algérie et la France", plaident Patrice Bouveret et Jean-Marie Collin.

Rappelant qu'une "prise en compte des dégâts environnementaux et sociaux" a eu lieu en Polynésie ou des essais nucléaires français ont eu lieu et un "travail de réparation a été entrepris", les deux experts déplorent le fait que l'Algérie n'ait pas bénéficié du même traitement. Ils relèvent que la présence sur les sites des essais de matériel contaminé par la radioactivité "volontairement enterré" et de matières radioactives (sables vitrifiés, roches contaminées) issues des explosions nucléaires présentes à l'air libre reste un sujet "tabou" en France.

Cette présence engendre des "risques sanitaires importants pour les populations locales, les générations futures, tout comme pour l'environnement", mettent en garde les deux experts qui ont réalisé une

étude (publiée par la Fondation Heinrich B'71 et disponible en ligne sur Icanfrance.org), qui dresse un premier inventaire de l'ensemble de ces déchets, radioactifs ou non, abandonnés par la France. L'étude a été élaborée sur la base de témoignages, de visites de terrain et de recueil de documents, dont un rapport classé "confidentiel défense", versé aux archives du ministère français de la Défense. "Avec l'adoption à l'ONU, par l'Algérie et 121 autres Etats, le 7 juillet 2017, du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN), la question des expérimentations nucléaires françaises trouve une raison supplémentaire de sortir du déni", estime Patrice Bouveret et Jean-Marie Collin.

Le TIAN, en plus des interdictions créées (emploi, fabrication, menace, assistance, financement...), a la "particularité de prendre en compte les conséquences des expérimentations nucléaires et d'introduire des obligations positives avec ses articles 6 (assistance aux victimes et remise en état de l'environnement) et 7 (coopération et assistance internationales)", notent ces deux experts.

Observant que l'entrée en vigueur du TIAN est proche, étant ratifié par 44 États sur les 50 minimaux requis, ils soulignent que la France doit fournir à l'Algérie "l'aide technique" et "l'apport d'informations sur les zones où elle a enterré les déchets" et rendre, ainsi, "pleinement possible" la mise en œuvre de différentes obligations du traité. Les deux experts considèrent que "l'opposition frontale de la France au TIAN ne peut pas être un argument pour conserver encore plus longtemps

des données susceptibles de mettre un terme à un problème humanitaire". "De plus, cela serait un contresens au processus de +réconciliation entre les peuples français et algériens+", selon les mots du président Emmanuel Macron, font-ils remarquer. "Comment ce travail mémoriel pourrait-il laisser de côté plusieurs dizaines de milliers d'Algériens (...) qui ont participé (ndlr: à leur corps défendant) à cette sombre aventure atomique et qui en subissent encore les effets?", s'interrogent-ils. Patrice Bouveret et Jean-Marie Collin notent que si la mise en œuvre de certaines mesures dans le cadre de cette collaboration "nécessitera du temps" (expertise radiologique, étude sanitaire sur le risque transgénérationnel), "d'autres peuvent être engagées sur simple décision politique".

Ainsi, la ministre française des Armées "peut rapidement transmettre aux autorités algériennes la liste des zones d'enfouissement des déchets", recommandent-ils, relevant que "cette demande est désormais relayée par des députés".

De même, certains critères de la loi Morin (relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français) "doivent être revus, comme cela a été le cas en Polynésie, pour permettre enfin aux populations victimes (ndlr: en Algérie) de déposer un dossier d'indemnisation", préconisent-ils. "Il est temps que la France ouvre ses archives et mette en œuvre, de façon rapide, ces mesures pour sortir du déni ce chapitre sur les essais nucléaires", concluent les deux experts.

APS

BAC 2020 Avis mitigés des candidats sur la complexité de l'épreuve des Mathématiques

Les candidats à l'examen du Bac (session septembre 2020), répartis sur les centres de déroulement à Alger Est, ont émis des avis mitigés quant à la complexité de la composition des mathématiques, que certains élèves, notamment ceux inscrits en Maths ou en Gestion ont qualifié d'assez difficile voire imprévue, a-t-on constaté. Rencontrés par l'APS à l'issue de l'épreuve programmée dans la matinée de la deuxième journée de l'examen du Bac, les candidats dans les filières de Gestion économie et Sciences naturelles ont jugé les deux sujets au choix proposés cette année complexes, contrairement aux épreuves de la première journée. Estimant que le premier sujet était plus abordable que le second, certains candidats au centre de déroulement Mohamed Bedjaoui 1 à Bab Ezzouar, se sont dit insatisfaits de leurs réponses, alors que d'autres ont dû quitter tôt les salles d'examen, aux environs de 10h30, car surpris de la méthode de travail exigée dans le deuxième sujet, ce qui explique leur choix du premier sujet sans hésitation aucune. Autant stressés que leurs enfants, certains parents ont, eux aussi, affiché leur crainte des résultats de cette discipline, essentielle pour ces deux filières (coefficient 5), a-t-on noté sur les lieux. En revanche, les candidats inscrits en Lettres et philosophie ou en Langues étrangères, venus passer l'épreuve des maths au lycée Rabah Bitat à El Mohammadia, se sont dit satisfaits notamment du premier sujet proposé, car il reprendait les leçons dispensées voire même révisées lors des deux premiers trimestres. Proché par l'APS, Oussama un candidat inscrit en Lettres et philosophie a indiqué avoir choisi le premier sujet qui était abordable, ajoutant que cette matière va l'aider à gonfler sa moyenne générale. Pour sa part, le directeur de l'Education d'Alger est, Habib Abidat a fait savoir que ses services n'ont soulevé aucune remarque exceptionnelle lors des deux premiers jours du BAC au niveau des 65 centres d'examen ayant accueilli 20.000 candidats et 6591 encadreurs. La même direction n'a pas relevé de dépassements concernant le protocole sanitaire relatif à la lutte contre la Covid-19 ou le pointage des encadreurs. Pour ce qui est de cas de triche, le responsable a affirmé qu'aucun cas n'a été enregistré. A rappeler que le nombre de candidats au Bac à Alger a atteint cette année 57.213 personnes, dont 37.245 scolarisés dans le public, 2070 dans le privé, 17.898 candidats libres, dont 69 détenus, 41 candidats aux besoins spécifiques. En terme de genre, ils sont 32.905 garçons et 24.308 filles.

RÉFÉRENDUM SUR LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Fenniche : «la révision constitutionnelle, "premier jalon essentiel" pour l'instauration des fondements de la nouvelle République»

Le président du Conseil constitutionnel, Kamel Fenniche a considéré lundi à Alger que la révision de la Constitution, qui sera soumise à référendum populaire le 1er novembre prochain, constituait "le premier jalon essentiel" pour l'instauration des fondements de la nouvelle République, invitant l'ensemble des citoyens à faire preuve de sens des responsabilités et à participer massivement à la réussite de ce rendez-vous.

Intervenant sur les ondes de la radio nationale, M. Fenniche a affirmé que la révision constitutionnelle constituait "le premier jalon essentiel pour l'instauration de la nouvelle République", ce implique "pour nous, a-t-il dit, de faire preuve de sens des responsabilités et de participer massivement à la réussite de cette fête démocratique".

"En dépit des défis induits par la pandémie du nouveau coronavirus", le Président Tebboune "a su relever ce défi et a tenu la promesse faite au peuple pour la révision de la Constitution par référendum, et ce en un temps court", a-t-il soutenu.

"En tant qu'institutions et

qu'élite, nous sommes tenus de nous mobiliser pour mener à bien cette échéance et il nous incombe d'éclairer l'opinion publique, en procédant à la vulgarisation de ce document et à l'illustration de sa finalité, afin que l'ensemble des citoyens puisse prendre connaissance de son contenu", a-t-il estimé. Dans un autre sillage, M. Fenniche a passé en revue certains amendements contenus dans le projet de révision de la Constitution relatifs aux missions de la Cour constitutionnelle et de la Cour des comptes en tant qu'institutions indépendantes de contrôle. Il a également souligné l'importance accordée par le législateur algérien à la création d'un observatoire national de

la société civile en tant qu'instance consultative à même de contribuer à la promotion des valeurs nationales et de l'exercice démocratique et de participer à la concrétisation des objectifs du développement durable. Par ailleurs, M. Fenniche a indiqué que la révision constitutionnelle avait consacré le principe de justice sociale et le caractère social de l'Etat, comme étant l'un des principes immuables. L'amendement constitutionnel doit aboutir à la révision de plusieurs textes juridiques pour les mettre en adéquation avec l'esprit de la Constitution notamment la loi électorale, la loi sur les partis politiques et les associations et celle sur l'utte contre la corruption, a-t-il précisé.



JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA DÉMOCRATIE

La révision constitutionnelle tend à élargir le champ des droits de l'homme (CNDH)

Le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) a affirmé, lundi, que la révision constitutionnelle qui sera soumise à référendum populaire prévu le 1er novembre 2020, vise à élargir le champ des droits de l'homme et à définir les mécanismes de leur jouissance.

"L'objectif auquel s'attèle la révision constitutionnelle est d'élargir le champ des droits de l'homme notamment les mesures de lutte contre leur violation", lit-on dans le communiqué de la CNDH rendu public à la veille de la célébration de la Journée internationale de la démocratie, fêtée le 15 septembre de chaque année à l'initiative de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2007.

La révision constitutionnelle "va dans le sens du renforcement et de l'approfondissement de la démocratie en accordant au peuple le premier et le dernier mot dans le choix de ses dirigeants à travers des élections régulières, libres et transparentes, en toute souveraineté", ajoute la même source. "Le critère déterminant demeure dans la manière de concrétiser sur le terrain le système démocratique et les droits de l'Homme, à travers l'ouverture de la voie à la liberté d'expression et en permettant aux défenseurs des droits de l'homme de faire face à toute atteinte ou violation des droits prévus dans la Constitution", souligne le communiqué.

Rencontre de coordination entre l'ANIE et l'ARAV

Une rencontre de coordination s'est tenue, lundi, entre le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi et le président de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV), Mohamed Louber, et ce dans le cadre des préparatifs du référendum sur la révision constitutionnelle, prévu le 1er novembre 2020.

A l'issue de cette rencontre qui s'est déroulée au siège de l'ANIE, M. Charfi a déclaré à l'APS que l'ARAV "assume un rôle et une responsabilité conjointe" avec l'ANIE pour ce qui est du référendum populaire, d'où l'importance de "cette rencontre de coordination

lors de laquelle a été procédé à un échange de vues sur les projets communs entre les deux instances conformément à la loi".

Le président de l'ANIE a annoncé la tenue prochaine d'une rencontre "technique" entre les deux instances pour se concerter autour "des aspects régissant la campagne de sensibilisation pour ce référendum populaire et le rôle des médias audiovisuels lors de cette campagne". M. Charfi a réaffirmé "l'attachement" de l'ANIE à "garantir le bon déroulement du référendum populaire tel que stipulé par les lois y afférentes".

Le Forum civil pour le changement valorise les réformes contenues dans le projet de révision constitutionnelle

Le Forum civil pour le changement (FCC) a valorisé, lundi dans un communiqué, les réformes contenues dans le projet de révision constitutionnelle, notamment "la constitutionnalisation du hirak populaire et la préservation de la Déclaration du 1er novembre et des acquis de l'identité nationale".

"Le FCC valorise le contenu du texte de révision constitutionnelle adopté récemment par les deux

chambres du Parlement concernant la lutte contre la corruption et l'annulation de l'amendement de création du poste de Vice-président de la République ainsi que la limitation du nombre des mandats présidentiels et le renforcement du rôle de la société civile avec de nouveaux mécanismes", lit-on dans le communiqué. Il a également exprimé "son appui à la décision du Président de la Ré-

publique, Abdelmadjid Tebboune de consolider et encourager la participation de la société civile aux politiques publiques et à la gestion des affaires et des structures publiques, à travers la promotion de son rôle". Par ailleurs, le FCC a mis en garde contre "les pratiques des résidus de l'ancien système dont nous avons constaté le retour (...), ciblant les intérêts et les besoins des citoyens".

RESSOURCES EN EAU

Le ministre met fin aux fonctions de responsables locaux relevant du secteur à Oran

Le ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki a mis fin aux fonctions de responsables locaux relevant du secteur dans la wilaya d'Oran, et ce dans le cadre de la poursuite de l'évaluation des responsables chargés de la gestion du service public de l'eau, a indiqué lundi un communiqué du ministère. "Suite à la détérioration du niveau du service public dans l'ensemble des communes d'Oran et ses répercussions négatives sur la distribution de l'eau potable, le ministre des Ressources en eau a décidé de mettre fin aux fonctions de M. Berahma Mohamed, directeur général de la Société des eaux et de l'assainissement d'Oran (SEOR), et M. Belaid Omar, directeur d'exploitation au sein de la même société".

UNIVERSITÉ

Des mesures pour faciliter le retour des étudiants inscrits dans des universités étrangères

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a indiqué lundi avoir pris toutes les mesures nécessaires pour un retour "rapide" et "effectif" des étudiants inscrits dans des universités tunisiennes et souhaitant retourner à leurs universités respectives. "Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique porte à la connaissance de l'ensemble des étudiants qui se sont inscrits au niveau des universités tunisiennes et qui souhaiteraient retourner à leurs universités respectives, que toutes les mesures néces-

saires pour un retour rapide et effectif sont prises et que les détails de leur retour seront fixés prochainement", précise un communiqué de ce ministère. Selon la même source, les 34 étudiants qui ont bénéficié d'une formation résidentielle à l'université d'Alicante en Espagne "recevront, dès aujourd'hui, directement ou par la voie de leurs établissements, les documents de prise en charge les concernant. De même que ceux qui ont bénéficié d'une formation résidentielle en Irlande et dont le nombre est de 36 et qui n'ont pas en core reçu leurs documents de

prise en charge. Ces derniers sont informés que lesdits documents seront à leur portée dès le 17 septembre au plus tard". Pour ce qui est des étudiants qui sont prévus pour une formation résidentielle en Hongrie, et dont le nombre atteint 36, les instructions ont été données, précise-t-on, aux universités pour "organiser les examens finaux (en licence et en master) le plus tôt possible pour qu'ils puissent obtenir leurs attestations de réussite et finaliser les procédures d'inscription dans les universités hongroises", conclut le communiqué.

COOPÉRATION

L'Algérie et la Suisse conviennent de renforcer la coopération dans le domaine du Tourisme et de l'Artisanat

L'Algérie et la Suisse ont convenu d'intensifier les efforts pour renforcer la coopération bilatérale et concrétiser leurs objectifs communs en matière de Tourisme et d'Artisanat, a indiqué lundi un communiqué du ministère du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial. Le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, Mohamed Hamidou et l'ambassadeur de la Suisse à Alger, M. Lukas Rosenkranz ont procédé dimanche à un échange de vues sur nombre de questions d'intérêt commun ainsi que sur les voies et moyens nécessaires au renforcement des relations de coopération bilatérale, a précisé le communiqué. Dans ce contexte, les deux parties ont débattu du cadre juridique de coopération en matière de tourisme, d'artisanat et du travail familial, du renforcement de la formation notamment les stages pratiques à travers la formation des formateurs en hôtellerie et catering, outre la promotion de la destination touristique Algérie par la participation des opérateurs algériens aux manifestations touristiques or-

ganisées en Suisse, a poursuivi le communiqué. La rencontre a porté également sur l'appel des spécialistes en communication et promotion touristique notamment numérique à œuvrer pour promouvoir le patrimoine touristique algérien sous toutes ses formes, renforcer la coopération en artisanat notamment dans son volet formation et accompagnement en terme de technique de commercialisation des produits, et à tirer profit de l'expérience suisse dans le travail familial. Le parachèvement du dossier relatif à la classification des structures hôtelières conçues par l'architecte Fernand Pouillon patrimoine universel, était également au menu de la rencontre. A cette occasion, le diplomate suisse a mis en avant les atouts touristiques diversifiés dont recèle l'Algérie. Pour sa part, le ministre du Tourisme a déclaré que les deux parties œuvreront "de concert" pour valoriser ces capacités à travers "la mise en place d'un plan d'action commun" pour rechercher des opportunités de coopération bilatérale.

GHARDAIA

Réception de nouvelles structures scolaires à la rentrée

Le secteur de l'éducation nationale sera renforcé à Ghardaia, à la veille de la rentrée 2020-2021, par la réception de nouvelles structures à même d'alléger la pression sur les établissements existants, a indiqué mardi le directeur des Equipements publics (DEP), Mustapha Bannouh.

En matière d'extension de l'offre scolaire dans la wilaya, un lycée de 800 places à Berriane, neuf groupes scolaires à Oued-Nechou, Ghardaia, Daya Ben Dahoua, Zelfana, El-Atteuf, Guerrara et Bounoura et 79 classes d'extension dans différentes localités de la wilaya d'une capacité globale de plus de 1.500 places, ouvriront leurs portes pour la nouvelle rentrée scolaire, a précisé le DEP à l'APS.

Les nouvelles structures, auxquelles s'ajoutent trois nouvelles cantines scolaires, permettront de répondre à la demande croissante sur ce secteur de l'enseignement, de



contribuer à l'amélioration de la qualité de l'enseignement et d'éliminer le sureffectif dans le secteur, a-t-il ajouté.

Soixante-neuf (69) bus de transport scolaire seront également mobilisés dans les différentes localités de la wilaya

pour le ramassage scolaire. Et, les élèves issus de familles défavorisées bénéficient d'allocations scolaires. 110.980 élèves, inscrits dans les différents établissements scolaires publics, devront reprendre le chemin de l'école au titre de l'année scolaire 2020/2021 à travers la wilaya de Ghardaia, ventilés entre le cycle primaire (56.981), le moyen (37.093) et le secondaire (16.906), encadrés par 5.553 enseignants. Le secteur de l'Education compte actuellement dans la wilaya 32 lycées avec 25 demi-pensions, 66 CEM avec 11 demi-pensions et 191 écoles primaires dotées de cantines scolaires.

CONSTANTINE

Eradication "d'ici à fin 2020" des anciennes installations de raccordement au réseau internet

Les anciennes installations de raccordement au réseau internet dans la wilaya de Constantine seront éradiquées et remplacées par de nouveaux équipements "d'ici à la fin de l'année en cours", a annoncé lundi le directeur local d'Algérie Télécom. Il s'agit de l'éradication des installations du réseau TDM (technologie utilisant le fil en cuivre), constituées de canaux filaires à bas ou moyen débit, ainsi que les anciens supports matériels permettant le transport du flux sur le réseau et de les remplacer par les équipements du réseau de fibre jusqu'à l'armoire (FTTC), a indiqué Mohamed Imoussain lors d'une conférence de presse tenue en marge d'une journée de formation organisée au profit des journalistes.

Cette opération permettra de moderniser les anciens réseaux d'internet et de préparer la phase de la généralisation du

service de la fibre optique (FTTH) à travers la wilaya de Constantine, a précisé le même responsable, soulignant que cette opération a permis de réduire le nombre des clients raccordés à l'ancien réseau de 105.319 abonnés à 9 928. "D'ici à 2024, la wilaya de Constantine sera entièrement couverte par la technologie de la fibre optique à la faveur de l'installation de 35 stations FTTH à travers ses différentes communes et ce, dans le souci d'assurer un débit internet stable et de qualité", a déclaré le directeur local d'AT.

En sus de la modernisation du réseau TDM "vieillissant et vétuste", il sera procédé au lancement effectif du projet de dotation des abonnés par la fibre optique, notamment au chef lieu de wilaya, à la circonscription administrative Ali Mendjeli ainsi qu'aux pôles urbains Ain Nahas et Massinissa, a-t-il assuré.

Un total de 90 équipements MSAN (Multiservice access node) a été installé dans la wilaya de Constantine au cours des quatre derniers mois, a fait savoir la même source, notant que ces dispositifs permettront de mettre une grande partie du réseau internet "à l'abri des agressions et des répercussions des intempéries." Sur le plan économique, M. Imoussain a indiqué que l'opération constitue un investissement à moyen et long terme "moins coûteux et plus rentable", signalant que la circonscription Ali Mendjeli a été dotée, à travers ses différentes unités de voisinage (UV) de six (6) nouveaux équipements OLT (Terminal de ligne optique) permettant de connecter des milliers d'abonnés au réseau FTTH. La formation consacrée aux journalistes porte sur la terminologie propre au secteur des télécommunications.

EMIGRATION CLANDESTINE

Démantèlement d'un réseau de passeurs à Ain Temouchent

La Brigade de recherche et d'investigation (BRI) du service de wilaya de la police judiciaire de Ain Temouchent a démantelé, en coordination avec une unité des garde-côtes du port de Bouzedjar, un réseau national spécialisé dans l'organisation de traversées clandestines par voie maritime à partir des côtes de l'ouest du pays, a-t-on appris lundi auprès de la Sûreté de wilaya. L'opération a eu lieu après que les garde-côtes de la station maritime du port de Bouzedjar aient mis en échec un plan d'émigration clandestine en interceptant une embarcation au large à 5 miles au nord-ouest du Cap Figoal, avec à son bord 12 personnes, a indiqué la cellule de communication de la Sûreté de wilaya. Les 12 personnes interceptées ont été transférées aux services de police pour une enquête, a-t-on ajouté. Les investigations menées par la BRI de la Sûreté de wilaya ont démontré que les

mis en cause dans cette affaire ont été attirés à travers les réseaux sociaux par l'organisateur de traversées clandestines à partir d'Oran, qui a été identifié par les enquêteurs, de même que quatre autres complices. Cinq (5) suspects ont été arrêtés dans la wilaya d'Oran après extension de la compétence. Une perquisition au niveau d'une ferme à M'saïd (Ain Temouchent) exploitée par le chef de la bande du matériel utilisé dans les traversées clandestines, a permis la saisie d'une citerne de carburant et deux véhicules, en plus de plusieurs téléphones mobiles et une somme de 5.330 euros. Présentés devant le parquet du tribunal d'El Amria, trois suspects ont été placés en détention provisoire et trois autres sous contrôle judiciaire. Le restant des mis en cause ont écopé d'une amende de 30.000 dinars chacun, a-t-on indiqué.

BÉCHAR

Plus d'un milliard DA d'aides pour la réalisation de 117 unités d'habitat rural dans les zones d'ombre

Une enveloppe de plus d'un (1) milliard de DA est dérogée par l'Etat comme aides financières pour la réalisation de 117 unités du programme d'habitat rural au profit des zones d'ombre situées dans la daïra de Bechar, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya. L'opération vise essentiellement l'amélioration des conditions de vie des citoyens des zones rurales et éparses situées au nord de la daïra de Bechar, à savoir Oued Lakhdar qui a bénéficié de 24 unités, Boussir (32), Guetrani (36), Rosf Ettayba (25), a-t-on précisé. "En plus de cette opération, d'autres projets similaires sont également lancés au profit des zones rurales et éparses de Hassi El-Mir, et Ben-Zireg, qui ont bénéficié respectivement de 70 unités avec une aide globale de 70 millions de DA et de 50 unités avec une aide financière aux bénéficiaires de l'ordre de 50 millions DA", a-t-on fait savoir. La nouvelle

offre en logements ruraux au profit des citoyens de ces zones d'ombre s'inscrit dans le cadre de la politique de développement rural, avec pour but la promotion des espaces ruraux et la fixation des populations locales, a-t-on signalé. Elle consiste aussi à encourager les ménages à réaliser, en auto-construction et avec l'apport financier de l'Etat, un logement décent dans leur propre environnement rural. La localité agricole de Ben-Zireg, distante d'une cinquantaine de kilomètres au nord de la commune de Bechar et dans l'objectif de renforcer son développement socio-économique, a bénéficié aussi de la réalisation d'une route sur 7 km, d'un coût de 70 millions DA, en plus de la réalisation et l'équipement d'une salle de soins pour la modernisation des prestations médicales de base avec un coût de huit (8) millions DA et d'une école primaire de 6 classes pour 20 millions DA,

selon la même source. La localité de Nif'R'ha, située à une trentaine de kilomètres au nord du chef lieu de wilaya, dont les habitants s'adonnent à la mise en valeur des terres sahariennes - inscrite dans le programme de prise en charge des zones d'ombre dans la wilaya de Bechar - a bénéficié de plusieurs projets et opérations de développement socio-économique. Ces projets et opérations, d'un coût global de plus de 111 millions DA, et qui vient mettre un terme au déficit en matière d'infrastructures dans cette zone, concernent la réalisation et l'équipement d'une salle de soins médicaux, d'un groupe scolaire de 6 classes, de 50 unités de logements ruraux, la réalisation d'un réseau d'éclairage public et d'un terrain de jeux de proximité, en plus de l'extension du réseau électrique au profit de ses habitants, ont fait savoir les services de la wilaya.

ORAN

Absence de plus de 1.690 candidats aux épreuves du premier jour du baccalauréat

La direction de l'éducation de la wilaya d'Oran a enregistré durant le premier jour de l'examen du baccalauréat l'absence de 1.698 candidats, soit un taux de 8,11 % du nombre global des candidats, a-t-on appris lundi auprès de la cellule de la communication de cette structure.

Le nombre d'absents pour les deux régimes est estimé à 172 candidats scolarisés, soit un taux de 1,45 % des postulants au Baccalauréat, tandis que celui des absents parmi les candidats libres est de 1.526, soit un taux de 25,78 % des postulants. Selon la même source, aucun cas de Covid-19 n'a été signalé.

La wilaya d'Oran compte 20.939 candidats pour cet examen dont 5.923 candidats libres. Cet effectif est réparti à travers 68 centres d'examen englobant 1.141 salles. 27.601 agents ont été chargés de la surveillance des candidats et de la bonne gestion de l'examen.

Un protocole de protection contre le Coronavirus a été mis en place au niveau de tous les centres d'examen et englobe des opérations de désinfection de l'ensemble des structures de ces centres, la disponibilité des masques de protection, la mise à disposition des candidats du gel hydro-alcoolique, l'agencement des tables et chaises pour respecter la distanciation physique entre candidats.

Des affiches ont été apposées à l'entrée de tous les centres d'examen pour rappeler aux candidats les gestes barrières pour se protéger contre le virus.

MOSTAGANEM

Plus d'un million d'estivants sur les plages en deux semaines

Plus d'un million d'estivants ont afflué sur les plages de la wilaya de Mostaganem les deux premières semaines de septembre en cours, a-t-on appris lundi de la direction de la protection civile.

Le dispositif de surveillance des plages assurant 39 ouvertures à la baignade le long du littoral de Mostaganem a enregistré, pour la période allant du 11 au 13 septembre en cours, une affluence "record" ayant atteint un nombre de 1.078.000 estivants. Par ailleurs, 504 interventions en mer durant cette période ont permis de sauver 318 personnes d'une noyade certaine, d'apporter les premiers secours à 155 individus sur place et d'évacuer 122 autres vers les centres de santé, a indiqué la même source. En outre, le même dispositif a enregistré, durant la dernière semaine du mois d'août dans des zones non surveillées, 12 cas de noyade de personnes qui se sont aventurées à se baigner dans des zones interdites et dangereuses, à l'instar de la plage "Metraha" et de "Sidi El Mejdoub" (6 cas) dans la commune de Mostaganem ainsi qu'à l'ouest de la plage de la commune de Stidia (2 noyés), a-t-on fait savoir. A noter que la protection civile n'a dénombré, depuis l'ouverture de la saison estivale de cette année, aucun cas de noyade au niveau des plages surveillées durant les heures de surveillance ou en dehors, ni victime d'accidents de jet ski, selon la même source.

Le nombre d'estivants qui ont visité les plages de la wilaya de Mostaganem, fort de ses 124 kilomètres de côtes, durant le mois d'août dernier (15 jours) a atteint 3 millions, en majorité à "Sidi Mansour" et "El Mectaa" (1 million d'estivants), à "Sablettes" et "Ouréah" (500.000) et à la plage de "Bahara" (400.000), a-t-on indiqué.

AGRICULTURE - BETTERAVE El-Oued: appel à intégrer la culture de la betterave sucrière dans le Sud



Une étude réalisée par un agronome algérien plaide pour l'intégration de la culture de la betterave sucrière parmi les cultures stratégiques dans les régions du Sud, en tant que segment créateur de richesse hors-hydrocarbures.

Ahmed Allali, chercheur en agronomie-saharienne a appelé, à travers sa supervision de ce type cultural industriel au niveau d'une ferme pilote à Hobba, commune de Reguiba (wilaya d'El-Oued), à mener une réflexion "sérieuse" sur cette perspective d'intégration, au regard des résultats techniques "probants" obtenus depuis 2015 de la culture de la betterave sucrière dans le Sud, une région qui offre des conditions naturelles favorables, aux plans climatiques et hydro-édaphiques.

Plusieurs expériences sont menées sur le développement de diverses cultures stratégiques au Sud du pays, à travers la mobilisation de moyens techniques et de centres de recherches et laboratoires, à la faveur de la stratégie prospective de l'Etat impliquant l'encadrement scientifique dans le développement des segments culturaux à même de garantir des ressources supplémentaires à l'économie nationale, selon ce chercheur.

Pour M.Allali, le développement de la culture de la betterave sucrière doit revêtir, en cette conjoncture, toute l'importance voulue, à la lumière de l'intérêt qui lui a été accordée par les pouvoirs publics en tant que créneau susceptible de contribuer à mettre un terme à l'importation de sucre, dont la facture s'est élevée l'an dernier à plus de 726 millions Us-Dollars, d'après les données officielles de la direction des études et de la prospection des Douanes algériennes.

Pour étayer sa thèse, ce chercheur a expliqué que "la culture d'une surface de 80.000 ha en betterave sucrière peut donner une récolte de 1,5 million de tonnes de sucre, avec un rendement de 1.000 quintaux à l'hectare, et contribuera par conséquent à la réalisation de l'autosuffisance en la matière".

L'expérience de la culture de la betterave sucrière a donné des résultats concluants sur des sols à haute teneur en sel, soit 7 Gr/L, ajoutant que sa forte consommation d'eau n'est pas de fondement scientifique.

"Cette culture industrielle de la betterave sucrière nécessite, tout comme l'ail et l'oignon par exemple, une quantité de 10.000m³ par hectare, avec un système d'irrigation de goutte-à-goutte", a expliqué M.Allali, en signalant que "sa culture, développée avec cette quantité d'eau, peut donner aussi, comme résidu fourragers, plus de 200 bottes/ha, ayant une même valeur nutritive que 200 bottes de luzerne développée sur un hectare irrigué avec près de 2.000 M³".

La culture de la betterave sucrière gagne du terrain dans la wilaya d'El-Oued, où des expériences similaires sont menées dans 15 régions agricoles, s'ajoutant aux opérations de même type entreprises dans d'autres wilayas du Sud du pays.

ZONES D'OMBRE-MICRO ENTREPRISE

Lancement d'une campagne nationale pour déceler les opportunités de création de micro-entreprises

Une campagne nationale pour déceler les opportunités et besoins des zones d'ombre à travers le pays a été lancée pour la création de micro-entreprises permettant de diversifier l'économie nationale, a indiqué mardi un communiqué du ministère délégué auprès du Premier ministre chargé des micro-entreprises.

Lancée le 09 septembre en cours, cette campagne vise à déceler les opportunités et besoins des zones d'ombre à travers le pays pour leur exploitation par les habitants de ces régions dans la création de micro-entreprises à même de booster le développement.

L'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (ANSEJ) et ses annexes à travers toutes les wilayas ont été chargées des missions de sorties sur terrain dans les zones d'ombre, ajoute-t-on de même source. Le ministère délé-

COMMERCE

Rezig : "le registre de commerce électronique contribuera à l'élimination des registres fictifs et faux"

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig a affirmé, lundi à Alger, que le registre de commerce électronique contribuera à l'élimination des registres de commerce fictifs et faux, indique un communiqué du ministère.

Président, au siège de son département, une réunion avec les membres de la commission ministérielle en charge de la réforme du registre de commerce, le ministre a indiqué que le registre de commerce contribuera à l'élimination des registres de commerce fictifs ou faux", soulignant que "la numérisation est la meilleure voie vers le développement des activités commerciales et la transparence des transactions commerciales".

La réunion a été consacrée au suivi de l'opération



de l'actualisation des lois relatives au registre de commerce ainsi que les opérations de numérisation et l'utilisation des moyens modernes, a ajouté la même source.

Concernant le registre de commerce ambulant entré en vigueur récemment, M. Rezig a précisé que cette démarche donnera aux jeunes l'opportunité de commercialiser leurs produits à travers le pays, ce qui insufflera une nouvelle dynamique aux activités commerciales, notamment dans les zones d'ombre.

RATIONALISATION DE L'UTILISATION DE L'ÉNERGIE Sonatrach renouvelle sa convention avec l'APRUE

Le Groupe Sonatrach a renouvelé, pour une période de trois ans, la convention qui le lie à l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), dans le but de rationaliser la consommation de l'énergie au niveau de l'ensemble de ses installations et de préserver l'environne-

ment, indique, lundi, un communiqué du Groupe. Cette convention vise à "mettre en place un large programme de sensibilisation à l'importance de la consommation rationnelle de l'énergie et de l'adoption des standards internationaux en matière d'utilisation et de maîtrise de l'énergie au niveau de la société et partant,

concrétiser les acquis économiques et rationaliser les dépenses", précise la même source.

Elle tend également à définir un cadre référentiel pour assurer les services d'audit, de formation et de sensibilisation et consacrer les principes d'efficacité énergétique, ajoute la même source.

DÉVELOPPEMENT - INVESTISSEMENT

Djelfa : une caravane de sensibilisation pour inciter les jeunes à la création de micro entreprises

Une caravane de sensibilisation a été lancée, lundi à Djelfa, en direction des zones d'ombre de la wilaya en vue d'encourager les jeunes à la création de micro entreprises.

Le coup d'envoi de cette caravane d'information, initiée en collaboration avec de nombreux partenaires concernés, a été donné par les autorités locales à partir du chef lieu de wilaya, en direction d'un nombre de zones d'ombres relevant notamment des communes de Messaad, Sed Rehal, Selmana, Deldoul et Kettara. Selon le secrétaire général de la wilaya, Boudjemaa Silaa, l'initiative

est inscrite au titre de la mise en œuvre des recommandations émises par l'atelier sur les zones d'ombre, ayant couronné la dernière réunion Gouvernement-walis.

Ces recommandations ont porté notamment sur l'impératif de l'animation de caravanes de sensibilisation visant à inciter les populations des zones d'ombre, les jeunes notamment, à s'orienter vers la création de micro entreprises, est-il ajouté de même source.

Quant au directeur de l'annexe locale de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ),

Mohamed Mohamedi, il a souligné l'inscription de cette opération en droite ligne de la stratégie du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la Micro-entreprise, préconisant, a-t-il dit, "une présence sur le terrain (zones d'ombre) en vue d'informer et sensibiliser les populations concernées sur les moyens de création de micro entreprises et de prendre part au développement du pays".

Le responsable a estimé que la coïncidence de cette caravane avec la mesure de déconfinement, est de nature à "inciter les jeunes à vouloir investir le domaine

de l'entrepreneuriat, par la création de micro entreprises, et partant contribuer à la création de l'emploi et au développement", a-t-il indiqué.

Selon M. Mohamedi, la wilaya compte plus de 500 zones d'ombre. "La caravane, constituée de huit équipes, va cibler dans une première étape 305 zones d'ombre", a-t-il précisé.

Outre l'ANSEJ, cette opération a vu la participation de l'annexe locale de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), de l'Agence de développement social, et d'autres dispositifs concernés.



tous les organismes y afférents pour encourager les habitants des zones d'ombre à créer des micro-entreprises.

60^E ANNIVERSAIRE DE L'OPEP

Attar : «une organisation plus que jamais "influente"»

L'Opep, qui célèbre lundi son 60^e anniversaire, représente aujourd'hui une organisation "influente" sur la scène multilatérale, a estimé le ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar, dans un entretien à l'agence internationale d'information spécialisée Argus Media.

"Aujourd'hui, l'OPEP est une organisation respectée, crédible et influente.

Sa voix est écoutée dans les scènes multilatérales", a-t-il souligné en soutenant que la pandémie de coronavirus "a clairement démontré la capacité unique de l'OPEP à agir, en partenariat avec d'autres exportateurs de pétrole, afin d'éviter le chaos et de ramener une stabilité bien indispensable" au marché.

Se félicitant du "rôle positif, désormais reconnu par tous," de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, dont il préside la conférence, M. Attar estime que l'Opep a été couronnée de succès pour trois raisons principales, que sont "l'égalité souveraine de ses membres, la fidélité à sa mission et sa capacité à s'adapter aux nouvelles réalités".

A la question de savoir si des "frictions" existaient entre les grands et les petits producteurs de l'OPEP, il a écarté de telles suggestions, assurant qu'il s'agit bien d'une "organisation d'égalité". "Je pense que ce principe même de l'égalité souveraine est le principal moteur du succès et des grandes réalisations de l'Opep en 60 ans d'existence", a-t-il soutenu.

A propos de l'accord Opep+, dont la conformité globale est "relativement élevée", avec un taux de 97% en juillet, M. Attar a rappelé la déclaration répétée du JMMC selon laquelle il est nécessaire d'atteindre une conformité à 100% de la part de tous les pays participants. Le



ministre s'est dit en plus convaincu que les niveaux de conformité resteront élevés à l'avenir.

En Avril dernier, l'Opep et ses alliés (l'Opep+) sont parvenus à un accord portant sur une baisse massive de leur production s'étalant sur deux ans, ce qui a participé à une amélioration relative des prix.

Début d'août, les pays signataires de l'accord ont entamé la troisième phase de la réduction, portant sur une baisse de 7,7 millions de barils/jour (mbj) après avoir appliqué une coupe de 9,6 mbj en juillet et de 9,7 mbj en mai et juin.

Les analystes affirment que l'Opep a plus que dépassé ses objectifs de baisse de la production, même en tenant compte des retardataires.

Le ministre a souhaité que davantage de pays se joindront à l'organisation en indiquant que des entretiens étaient en cours avec le Brésil pour une éventuelle adhé-

sion de ce gros producteur et consommateur de pétrole.

Evoquant la situation globale du marché pétrolier, M. Attar a fait état d'une "amélioration" et d'un "rééquilibrage en cours".

"Des signes de reprise économique sont visibles dans la plupart des pays et des régions, aidés par une maîtrise réussie de la pandémie et un soutien gouvernemental important pour atténuer les effets néfastes sur les emplois et les entreprises", a-t-il analysé.

Selon le secrétariat de l'OPEP, la demande de pétrole devrait augmenter d'environ 10 mbj au troisième trimestre, par rapport au deuxième, conduisant à l'épuisement des stocks mondiaux à un rythme d'environ 3 mbj, ce chiffre augmentant encore à plus de 5 mbj au quatrième trimestre, a noté le ministre. A partir de 2021, la situation sera "encore meilleure", le rééquilibrage du marché se poursuivant et

les stocks mondiaux s'épuisant à un rythme de 4 mbj, a-t-il soutenu, se référant aux mêmes données de l'Opep.

Cependant, "les incertitudes restent importantes" vu le nombre des nouveaux cas de Covid-19 qui monte en flèche dans certains pays, ce qui impose à l'organisation, selon son président, de "rester vigilante".

"Je peux vous assurer que nous surveillons attentivement l'évolution du marché et restons prêts à prendre d'autres mesures correctives, si la stabilité du marché l'exige", a-t-il rassuré.

Interrogé sur le prix qui serait "confortable" aux yeux de l'organisation, il a répondu que l'Opep n'avait pas d'objectif de prix, mais qu'elle visait juste à "assurer un marché équilibré et à réduire la volatilité des prix du pétrole d'une manière qui préserve les intérêts de ses pays membres, garantit un approvisionnement sûr aux pays consommateurs et un juste retour à ceux qui investissent dans le secteur pétrolier".

Estimant tout de même que le prix actuel du pétrole était "trop bas", il a indiqué que la zone de confort, face à cette crise sans précédent, traduite par une énorme accumulation de stocks, pourrait de manière réaliste se situer dans une fourchette de 45 à 55 dollars/baril.

Mais, après le rééquilibrage du marché, cette zone "devra migrer vers des niveaux beaucoup plus élevés", a-t-il ajouté.

BREXIT

Les députés britanniques donnent leur approbation initiale au projet de loi controversé

Les députés britanniques ont accordé lundi soir leur approbation initiale au projet de loi controversé du gouvernement de Boris Johnson lui permettant de revenir, en violation du droit international, sur certaines dispositions de l'accord de Brexit signé l'année dernière.

Le texte, contesté y compris au sein même de la majorité conservatrice, a été approuvé par 340 votes pour (263 contre).

Le processus parlementaire de son adoption va se poursuivre, notamment avec l'examen la semaine prochaine d'un amendement qui imposerait un veto parlementaire avant tout changement relatif à l'accord de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Il faudra aussi l'accord des Lords, qui composent la chambre haute du Parlement et disent craindre un coup porté à la crédibilité du Royaume-Uni sur la scène internationale.

Venu en personne devant les députés défendre le texte, Boris Johnson l'a jugé "essentiel pour maintenir l'intégrité politique et économique du Royaume-Uni".

Il a accusé l'Union européenne d'utiliser les dispositions destinées à garantir la paix en Irlande du Nord comme un "levier" dans les négociations en cours et de menacer de créer "une frontière douanière dans notre propre pays". Son projet de loi représente un "filet de sécurité", une "police d'assurance", dont le pays n'aura pas à se servir si Londres et Bruxelles parviennent à s'accorder.

"Aucun Premier ministre britannique, aucun gouvernement, aucun Parlement ne pourrait accepter" de telles conditions, a-t-il argumenté, répondant notamment aux critiques formulées par cinq de ses prédécesseurs, de John Major à Theresa May.

CANADA Covid-19 : l'IATA exhorte Ottawa à rouvrir ses frontières

L'Association internationale du transport aérien (IATA), a exhorté, lundi, le Canada à rouvrir les frontières et envisager des "options sûres" pour la sécurité des Canadiens tout en relançant l'économie dans le contexte de Covid-19. "Il y a des alternatives aux mesures de quarantaine actuelles, qui pourraient à la fois garder les Canadiens en sécurité et raviver l'économie", a indiqué le PDG de l'IATA, Alexandre de Juniac, dans un communiqué.

"L'approche développée par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) en est une. Le travail que font Air Canada et WestJet sur les tests ajoute une couche supplémentaire", a-t-il ajouté.

Selon lui, l'exécutif canadien peut soutenir les initiatives de dépistage de la Covid-19 entreprises par les compagnies aériennes Air Canada et WestJet (membres de l'association) "comme moyen de rouvrir de façon sécuritaire le Canada aux voyages internationaux et intérieurs sans qu'il soit nécessaire d'imposer des mesures de quarantaine généralisées".

Air Canada et WestJet ont annoncé des projets pilotes par lesquels ils testent de façon volontaire leurs passagers.

Selon l'IATA, les recettes générées par les compagnies aériennes au moyen des services aériens vers, depuis et à l'intérieur du Canada pourraient chuter de 22,6 milliards dollars, soit (70%) par rapport à 2019.

Près de 410.500 emplois canadiens se trouvent ainsi menacés ainsi que 39 milliards de PIB, en tenant compte des industries indirectes, notamment le tourisme.

Basée à Montréal, l'IATA est un organisme regroupant les principaux transporteurs aériens mondiaux.

APS

BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT (BAD)

Coronavirus: les restrictions menacent le reprise économique en Asie en 2021

En 2021, les économies en Asie-Pacifique, dévastées par le Covid-19, vont enregistrer une contraction avant de rebondir, a indiqué mardi la Banque asiatique de développement (BAD) qui a souligné que des restrictions anti-coronavirus durables pourraient compromettre le retour de la croissance.

En Asie émergente - qui s'étend des îles Cook dans le Pacifique au Kazakhstan en Asie centrale - l'économie devrait se contracter en 2020 pour la première fois en près de six décennies, selon l'organisation basée à Manille.

Le nombre de personnes pauvres devrait ainsi augmenter d'au moins 78 millions, mettant fin à un recul de la paupérisation au cours des trois et quatre dernières années. La BAD prévoit une contraction de 0,7% du PIB alors qu'en juin, elle tablait sur une croissance de 0,1%. "Le ralentissement est généralisé,

(...) avec près des trois quarts des économies régionales qui devraient se contracter", a estimé l'organisation. Alors que la région devrait connaître un rebond l'an prochain, avec une prévision de croissance du PIB de 6,8%, il sera "sensiblement plus faible" que prévu avant l'épidémie de Covid-19. "Ainsi, la reprise aura une courbe en forme de L plutôt qu'en forme de V", a estimé la banque, soulignant qu'une pandémie durable est la principale menace pesant sur les prévisions. La banque a prévenu qu'imposer de nouvelles mesures de restriction pour juguler le coronavirus pourrait freiner la reprise et même entraîner "une crise financière". "Alors que les économies des pays en développement d'Asie restent résistantes, un soutien politique continu est nécessaire pour soutenir la reprise", a souligné Yasuyuki Sawada, économiste en chef de la BAD. Fin août, les mesures de

soutien à l'économie annoncées avaient atteint un total de 3.600 milliards de dollars (3.000 milliards d'euros), soit environ 15% du PIB régional. La Chine, où le Covid-19 est apparu en décembre avant de se propager dans le reste du monde, est le premier pays à avoir relancé son activité. La deuxième plus grande économie mondiale devrait connaître une croissance de 1,8% cette année et de 7,7% en 2021, selon la BAD.

A l'inverse l'Inde, un des pays les plus touchés au monde avec plus de 4,5 millions de contaminations en dépit de longues périodes de confinement, devrait voir son économie se contracter de 9% en 2020 puis une hausse de 8% l'an prochain.

La vitesse de la reprise économique dépendra de nombreux facteurs dont le plus important est la capacité à contrôler et à contenir la pandémie", a estimé la BAD.

ALLEMAGNE

Le moral des investisseurs allemands à son plus haut niveau en septembre

Le moral des investisseurs allemands a poursuivi sa hausse en septembre, dans un contexte de reprise

dans la première économie de la zone euro, après le choc de la pandémie, selon le baromètre ZEW publié

mardi. Cet indicateur, particulièrement instable, atteint 77,4 points, son plus haut niveau depuis mai 2000, en

hausse de 5,9 points sur un mois. Dans la zone euro, il monte à 73,9 points, en hausse de 9,9 points.

LAGHOUAT

Une société privée héberge des candidats au baccalauréat issus des zones éloignées

Un bienfaiteur, propriétaire d'une société privée de formation implantée à Laghouat, a pris l'initiative d'assurer gratuitement l'hébergement et la restauration au sein de son entreprise, pour les candidats au baccalauréat issus de zones éloignées et composant à titre libre au chef-lieu de wilaya, a-t-on constaté sur place.

"Cette initiative vise à permettre à ces candidats de composer dans des conditions sereines", a affirmé le directeur de la société "Souhoub", Mustapha Dakmoussi, soulignant que les mesures de prévention contre la propagation du Covid-19 sont "rigoureusement respectées". Parmi ces mesures, la prise de température à l'entrée, l'utilisation de solutions désinfectantes, l'obligation du port de la bavette, et le service des repas dans des ustensiles à usage unique. Selon M. Dakmoussi, l'initiative n'a pas laissé insensibles certains enseignants qui se sont solidarisés et sont venus au siège de la société présenter gratuitement des cours de révision aux candidats.

Les candidats bénéficiaires ont salué, pour leur part, l'initiative qui leur "facilite énormément la tâche". "Une initiative d'autant plus louable, lorsque l'on sait que ces candidats résident à des distances dépassant parfois les 100 km du centre d'examen et dont les trajets qu'ils auraient dû effectuer quotidiennement les auraient éreintés physiquement et moralement, sans compter la possibilité d'arriver en retard et d'être de ce fait exclus", a affirmé Messaoud Kerkab, un de ces candidats.

Tout en souhaitant aux candidats réussite au Bac, Abdelkader Begracha, imam à la mosquée "Ahmed Ben Hamel" à Laghouat, a estimé, de son côté, que l'initiative reflète réellement l'esprit de solidarité et d'entraide des Algériens dans les situations du genre, mais offre aussi un exemple d'entreprise citoyenne œuvrant pour une Algérie nouvelle associant l'ensemble de ses fils, chacun selon ses capacités et ses compétences.

Pour rappel, dans la même wilaya, un autre bienfaiteur a mobilisé deux bus pour assurer le transport gratuit de candidats issus de la commune de Oued-M'zi aux centres de Baccalauréat, sur plus de 50 km.

OUARGLA - ANSEJ Des journées de sensibilisation sur l'entrepreneuriat à travers les zones d'ombre

Des journées de sensibilisation sur l'entrepreneuriat ont été lancées cette semaine en direction des jeunes porteurs de projets dans les zones d'ombre de la wilaya d'Ouargla, à l'initiative de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ), a-t-on appris mardi de l'antenne locale de cet organisme.

Ménées en coordination avec les acteurs dans le domaine de la micro-entreprise et les représentants de la société civile, ces journées visent la vulgarisation de l'esprit entrepreneurial en milieu de jeunes dans les zones d'ombre, ainsi que le développement d'activités liées au développement de ces régions, dont l'agriculture et les services, a-t-on saisi.

L'encouragement des jeunes à tirer profit des avantages et facilités du dispositif d'ANSEJ pour concrétiser leurs projets, notamment dans le créneau agricole susceptible de répondre aux besoins des zones d'ombre, fait partie des objectifs de cette campagne qui s'étalera au 29 septembre courant, a ajouté la source.

La campagne porte également sur la vulgarisation de la nouvelle stratégie et des principaux axes de l'approche lancée par le ministère délégué chargé des micro-entreprises, en plus de la valorisation des conventions entre l'ANSEJ et les partenaires pour le développement de petites entités économiques.

L'opération s'inscrit au titre du renforcement des activités de proximité et l'ancrage d'actions de terrain et participatives, en vue d'impulser la dynamique de développement dans les zones d'ombre, ainsi que l'encouragement des opportunités d'investissement et la diversification des activités économiques.

Ces journées de sensibilisation ciblent pas moins de 23 zones d'ombre à travers les territoires des daïras de N'goussa, Hassi-Messaoud, Sidi-Khouiled, El-Hedjira, Taibet et El-Borma.

PLAN NATIONAL DE LA JEUNESSE 2020-2024 Installation de la commission interministérielle à Alger

La commission interministérielle chargée de l'élaboration du Plan national de la jeunesse 2020-2024 a été installée mardi au siège du ministère de la Jeunesse et des sports à Alger au terme d'une série de réunions consultatives avec des organisations et des associations de jeunes qui ont permis d'enrichir le dialogue et de favoriser un échange d'idées autour du projet.

Cette commission "est chargée d'élaborer une politique publique unifiée dédiée aux jeunes qui sera mise en œuvre par l'ensemble des secteurs ministériels et des instances nationales en charge des questions de jeunes, avec la participation de la société civile et du mouvement associatif", a indiqué le ministre de la Jeunesse et des sports, Sid Ali Khaldi, dans une allocution, précisant que "le document de référence du Plan national de la jeunesse sera présenté dans un délai n'excédant pas les deux (2) mois".

L'installation de cette commission vient couronner un long processus de coordination et de concertation avec les secteurs ministériels et le mouvement associatif de jeunes qui a donné lieu à une feuille de route pour l'élaboration du Plan national de la jeunesse et permis de recueillir et de traiter les propositions des



jeunes et des associations de jeunes, notamment à la faveur du Forum numérique de la jeunesse algérienne et de la série de rencontres consultatives tenues à travers les différents wilayas, a fait savoir le ministre. Le Plan national de la jeunesse "est en accord avec le projet de révision constitutionnelle soumis par le président de la République au référendum

populaire le 1er novembre prochain et dans lequel les jeunes représentent la locomotive du changement et la pierre angulaire de l'édification de la nouvelle République", a affirmé le ministre, soulignant que "l'ambitieux projet de révision constitutionnelle consacre pour la première fois l'engagement de l'Etat à encourager les jeunes à investir la vie publique et

politique". Le Plan vise à élaborer une politique publique unifiée dédiée aux jeunes qui sera mise en œuvre par l'ensemble des secteurs ministériels et des instances publiques en charge des questions de jeunes, avec la participation active de la société civile et du mouvement associatif, à rétablir la confiance entre les jeunes et les institutions étatiques sur la base d'un nouveau pacte avec les jeunes, à encourager les jeunes à participer à la gestion des affaires publiques et à conforter la citoyenneté chez les jeunes et à les mobiliser dans les œuvres caritatives et associatives, a fait savoir M. Khaldi.

A ce titre, le ministère a entamé la révision du cadre réglementaire du Conseil supérieur de la jeunesse en tant qu'"espace idoine pour la participation des jeunes et l'évaluation des politiques publiques qui leur sont dédiées".

FUITES DES SUJETS DU BAC

Des peines de 10 mois à 3 ans de prison ferme

La Justice a prononcé, lundi, des peines d'emprisonnement pour des faits liés à la fuite des sujets de l'examen du baccalauréat ou la diffusion des corrigés, a indiqué lundi le ministère de la Justice dans un communiqué.

Dans ce cadre, le tribunal de Hassi Bahbah (Djelfa) a condamné à une peine de trois (3) ans de prison ferme à l'encontre des accusés répondant aux initiales (R.M) et (R.F) assortie d'une amende de 500.000 Da avec mandat de dépôt à l'audience pour avoir fuité le sujet de langue arabe et diffusé son corrigé, a précisé la même source.

Le tribunal de Tébessa a condamné le prévenu répondant aux initiales (S.S) à une peine de 18 mois de prison

ferme assortie d'une amende de 100.000 Da avec mandat de dépôt à l'audience.

Le tribunal d'Al Aouinet (Tébessa) a, quant à lui, condamné les mis en cause répondant aux initiales (H. KH) et (H. W) à une peine d'un an de prison ferme avec une amende de 50.000 Da avec mandat de dépôt à l'audience. Au tribunal de Laghouat, une peine d'un an de prison ferme a été prononcée contre la prévenue répondant aux initiales (K. N) assortie d'une amende de 100.000 DA.

La même peine a été prononcée à l'encontre des deux prévenus répondant aux initiales (T. F) et (Z. R) à Ksar Chellala. Le tribunal de Oued Rhiou (Relizane) a condamné le prévenu (M. M. A) à une peine de dix (10) mois de

prison ferme, assortie d'une amende de 100.000 DA.

A El Menia, le mis en cause répondant aux initiales (Ch. M) a été placé en garde à vue. Les investigations se poursuivent concernant de tels actes délictuels dont les auteurs ont été reconnus en attendant leur arrestation et présentation devant les juridictions compétentes.

Le ministère a affirmé que l'Organe national de lutte et de prévention contre la criminalité liée aux TIC et les brigades de lutte contre le la cybercriminalité à travers le territoire national, œuvrent grâce "à leur vigilance constante et permanente, jour et nuit, à suivre de tels agissements en vue de garantir le bon déroulement des épreuves du Baccalauréat.

TÉBESSA

Incarcération de 3 personnes pour diffusion de sujets du baccalauréat

Trois (3) personnes, dont une fille, ont été incarcérées pour publication et diffusion de sujets du baccalauréat (session de septembre 2020) sur les réseaux sociaux, ont rapporté lundi, les services de la sûreté de wilaya de Tébessa.

Un communiqué publié par la cellule de communication de ce corps de sécurité indique, à ce propos, que dans le cadre de la surveillance continue des réseaux sociaux et dans le but de sécuriser et assurer le bon déroulement des épreuves de l'examen du baccalauréat, la brigade de lutte contre la cybercriminalité relevant de la police judiciaire de la sûreté de wilaya de Tébessa a réussi à appréhender un jeune de 20 ans ayant posté des sujets sur Facebook. Pour

leur part, les forces de police relevant de la sûreté de la daïra de Ouenza ont procédé à l'arrestation d'une jeune femme de 30 ans et de son frère, impliqués dans une affaire de fuites de sujets du baccalauréat et de leur corrigés sur les réseaux sociaux, a précisé le même communiqué, relevant que deux enquêtes approfondies ont été ouvertes concernant les deux affaires conformément à deux instructions du parquet relatives à des fuites de sujets de baccalauréat.

Selon la même source, les enquêtes diligentées par les services compétents ont permis de surveiller les comptes internet dont les propriétaires publient des sujets avec leurs corrigés, ajoutant que le recours à des techniques spéciales a permis de



découvrir l'identité des titulaires des comptes en question et de procéder à l'arrestation des personnes incriminées. Après avoir achevé toutes les procédures légales, le premier prévenu a été présenté devant le tribunal de Tébessa et a écopé d'une peine de 18 mois de prison ferme en sus d'une amende.

De leur côté, les forces de police de la sûreté de la daïra de Ouenza ont présenté la jeune femme et son frère devant le tribunal d'El Aouinet qui les a condamnés à purger une peine d'emprisonnement ferme d'une (1) année en plus d'une amende.

UE - RÉFUGIÉS

Incendie de Moria: l'UE doit "adresser une réponse forte" à la question migratoire

Le président du Conseil européen Charles Michel a appelé mardi à Athènes à "une réponse juste, forte et efficace" de l'Union Européenne (UE) à la question migratoire après "l'événement brutal" que constitue l'incendie du camp de Moria sur l'île grecque de Lesbos.

M. Michel, qui doit se rendre à Lesbos mardi après-midi pour "voir de (ses) propres yeux" la situation, a exhorté les pays membres de l'UE à "être mobilisés pour davantage de convergence" sur l'accueil des réfugiés, le droit d'asile et la politique de retour. Estimant que "la question migratoire constitue un défi pour l'Union européenne", le président du Conseil européen a appelé à "poursuivre le débat avant la fin du mois".

La Commission européenne a avancé au 23 septembre la présentation de son projet très attendu de réforme de la poli-



tique migratoire dans l'UE.

"J'espère qu'on pourra progresser de manière opérationnelle", a-t-il ajouté devant la presse, au côté du Premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis, dont il a salué "la capacité à apporter des réponses en quelques heures" à "l'événement brutal" de l'incendie de Moria. Dans la nuit du 8 au 9 septembre, le camp de Moria, le plus grand d'Europe, ouvert il y a cinq ans au pic de la crise migratoire, a été entièrement détruit par les flammes, laissant sans abri ses 12.000 occupants qui y logeaient dans des conditions insalubres.

VIETNAM - MIGRATIONS

Camion charnier en Angleterre : 7 personnes condamnées au Vietnam

Sept personnes, accusées d'avoir participé au trafic ayant causé la mort de 39 migrants vietnamiens retrouvés dans un camion frigorifique en Angleterre, ont été condamnées au Vietnam. Il s'agit des premières condamnations dans ce drame qui a mis en lumière les dangers de l'immigration clandestine, avec des trafiquants sans scrupule qui profitent de la vulnérabilité des candidats, ces derniers finissant souvent dans des bars à ongles ou des fermes à cannabis illégales au Royaume-Uni, réduits à un état de semi-esclavage. Quatre Vietnamiens, âgés de 26 à 36 ans, ont été condamnés lundi à des peines allant de deux ans et demi à sept ans et demi de détention par un tribunal de la province de Ha Tinh (centre), reconnus coupables d'avoir participé à différents degrés à "l'organisation du trafic illégitime de migrants". Trois autres se sont vu infliger des peines de prison avec sursis. Le 23 octobre 2019, les corps de 31 hommes et de huit femmes, dont deux adolescents de 15 ans, avaient été découverts à bord d'un camion dans la zone industrielle de Grays, à l'est de Londres. Entassés dans le conteneur qui provenait du port belge de Zeebrugge, ils sont morts en raison d'un manque d'oxygène. Nombre des victimes de ce drame étaient originaires d'une région pauvre du centre du Vietnam, où les familles s'endettent à hauteur de milliers de dollars pour envoyer l'un des leurs au Royaume-Uni, via des filières clandestines, dans l'espoir qu'ils y trouvent des emplois rémunérateurs.

Plusieurs personnes ont été inculpées au Royaume-Uni, dont le conducteur du camion frigorifique, Maurice Robinson et un Nord-Irlandais, Ronan Hughes, soupçonné d'avoir organisé le mouvement des différents chauffeurs. Ils ont plaidé coupable d'homicides involontaires. Treize suspects ont été inculpés en France, 13 autres en Belgique.

ETATS-UNIS - OURAGANS

5 cyclones tropicaux actifs en même temps dans l'Atlantique

Cinq cyclones tropicaux sont actifs actuellement dans l'océan Atlantique en pleine saison des ouragans, la deuxième fois seulement de l'histoire qu'un tel phénomène est observé par les météorologues.

La seule autre fois où cinq cyclones tropicaux actifs (ouragan, tempête tropicale et / ou dépression tropicale) se sont produits dans l'Atlantique, remontait à 1971.

Les cinq cyclones sont l'ouragan Paulette, l'ouragan Sally, la tempête tropicale Teddy, la tempête tropicale Vicky et la dépression tropicale René.

L'ouragan Paulette a touché terre tôt lundi matin aux Bermudes.

Des vents forts, des ondes de tempête et de très fortes pluies sont prévues tout au long de l'après-midi. "Les houles produites par Paulette affectent des parties des îles sous le vent, des Grandes Antilles, des Bahamas et des

Etats-Unis", indique le National Hurricane Center (NHC), notant que "ces houles pourraient causer des vagues mortelles".

La dépression tropicale René, qui avait été une tempête tropicale le week-end dernier, continuera de s'affaiblir à mesure qu'elle traverse l'océan Atlantique central.

Cette tempête ne devrait pas toucher terre et devrait également se dissiper dans les deux prochains jours.

L'ouragan Sally se dirige actuellement vers le nord-ouest à travers le golfe du Mexique. Des évacuations obligatoires sont déjà en cours pour les zones basses le long de la côte du Golfe. A l'heure actuelle, Sally devrait toucher terre mardi ou mercredi quelque part près de la frontière entre la Louisiane et le Mississippi. Outre les ondes de tempête, des précipitations extrêmes sont également prévues pour certains endroits. On prévoit que les

taux des précipitations répandues le long de la côte du golfe de la Louisiane à la Floride se situeront entre 150 et 250 millimètres, cependant, certaines villes pourraient voir jusqu'à 60 cm de pluies. Cette quantité de pluie entraînera des crues soudaines mettant les vies en danger, y compris des inondations urbaines et fluviales majeures. La tempête tropicale Teddy se trouve actuellement dans le centre de l'Atlantique, à plus de 1.600 km à l'est des Petites Antilles. Teddy devrait se transformer en ouragan de catégorie 3 au cours des prochains jours.

Si cela se produit, Teddy sera le huitième ouragan de la saison des ouragans de l'Atlantique de cette année.

La tempête tropicale Vicky se trouve actuellement sur l'Atlantique Est, à quelques centaines de kilomètres à l'ouest des îles de Cabo Verde.

ETATS-UNIS - MIGRATIONS

Des ONG dénoncent des hystérectomies abusives dans un centre de détention aux Etats-Unis

Des ONG ont dénoncé lundi un nombre important d'hystérectomies pratiquées sur des migrantes placées dans un centre de détention en Géorgie, aux Etats-Unis et ont porté plainte auprès du gouvernement américain.

C'est une infirmière de l'établissement qui a informé les ONG quant à ces pratiques qui se déroulaient dans le Centre privé de détention de Géorgie, où certaines femmes sont déte-

nues pour le compte de la US Immigration and Customs Enforcement (ICE), une agence de police douanière et de contrôle des frontières du Département de la Sécurité intérieure des Etats-Unis.

"Quand j'ai rencontré toutes ces femmes qui ont subi cette intervention chirurgicale, je me suis dit que ça ressemblait à un camp de concentration expérimental.

C'était comme s'ils faisaient

des expériences sur nos corps", a dit une détenue interviewée par Project South, une des ONG à l'origine de la plainte.

La lanceuse d'alerte a raconté que plusieurs femmes lui avaient dit qu'elles ne comprendraient pas pourquoi on leur avait fait subir une hystérectomie.

"Plusieurs détenues m'ont dit être allées voir le médecin et avoir fait l'objet d'hystérectomies sans en avoir été infor-

mées" au préalable, a-t-elle raconté. Selon la même source, un médecin en particulier "pratiquait des hystérectomies sur à peu près tout le monde".

Les ONG Project South, Georgia Detention Watch, Georgia Latino Alliance for Human Rights et South Georgia Immigrant Support Network sont à l'origine de cette plainte, déposée au nom des immigrantes détenues et de l'infirmière lanceuse d'alerte.

AFRIQUE - PALUDISME

Les villes africaines menacées par un moustique asiatique vecteur du paludisme

Des villes africaines sont menacées par une espèce de moustique vecteur du paludisme originaire d'Asie et particulièrement adapté à l'environnement urbain, avertit une étude publiée lundi, alors que le paludisme en Afrique se concentre aujourd'hui dans les zones rurales. Le paludisme est une maladie déclenchée par un parasite (*Plasmodium falciparum* ou *vivax*) transmis principalement par une quarantaine d'espèces de moustiques. Environ 400.000 personnes en sont mortes en 2018, surtout des enfants, surtout en Afrique. Sur ce continent, l'un des moustiques principaux est *Anopheles gambiae*, surnommé l'animal le plus dangereux de la Terre, mais il n'aime pas les flaques d'eau polluées des villes et n'a pas appris à pondre ses larves dans les réservoirs urbains d'eau propre. Dans son étude publiée par la revue scientifique américaine *Pnas*, l'entomologiste médicale Marianne Sinka, chercheuse à

l'université d'Oxford, cartographie l'expansion d'une autre espèce, l'anophèle stephensi, originaire d'Asie, et qui, elle, a appris à exploiter les réservoirs d'eau des villes, où elle se faufile par le moindre trou pour y déposer ses larves (surtout ceux en ciment et en briques).

"C'est la seule espèce à avoir bien réussi à pénétrer les zones urbaines centrales", dit la scientifique. Stephensi a provoqué un premier foyer à Djibouti en 2012, une ville où le paludisme n'existait quasiment plus, et a depuis été observé en Ethiopie, au Soudan et ailleurs. Marianne Sinka a utilisé un modèle pour prédire les endroits d'Afrique où l'environnement était le plus adapté à l'introduction de ce moustique importé: des endroits à forte densité, où il fait chaud, et bien sûr avec des précipitations suffisantes.

L'étude conclut que 44 villes sont "hautement adaptées" à l'insecte, et que 126 millions

d'Africains qui sont aujourd'hui épargnés sont à risque, principalement dans la région équatoriale. "Les 40% de gens qui vivent dans des zones urbaines pourraient soudain être vulnérables et infectés par le paludisme, ce serait très grave", avertit la chercheuse. Comment s'en protéger? Contrairement aux moustiques africains, qui aiment piquer les humains quand il fait plus frais donc pendant la nuit, des moustiques de lit seraient moins efficaces, selon elle, car stephensi aime piquer dès la soirée, quand il fait encore chaud. Mieux vaut installer des moustiquaires aux fenêtres, imprégner les murs de produits insecticides, et se couvrir le corps. Mais la mesure la plus essentielle est de viser les larves et donc supprimer toute eau stagnante, ainsi que de bien fermer tout réservoir d'eau.

C'est ce qui a fonctionné en Inde, rappelle Mme Sinka.

EMISSIONS DE CO2

Des PDG demandent une réduction d'au moins 55%

Plus de 150 entreprises et investisseurs mondiaux, dont EDF, Apple ou encore Google, ont demandé aux dirigeants européens de viser une réduction d'au moins 55% des gaz à effet de serre d'ici 2030 dans une lettre ouverte, selon un communiqué du Cambridge Institute for Sustainability Leadership (CISL). "Nous vous écrivons pour vous demander, en tant que dirigeants européens, d'éviter les pires effets du climat et assurer une reprise économique durable et compétitive" en convenant notamment "d'un objectif clairement défini de réduction des émissions nationales de gaz à effet de serre d'au moins 55% d'ici 2030", plaident ces dirigeants européens. La lettre a été signée par plus de 150 entreprises, investisseurs et réseaux d'affaires européens, dont Microsoft, Ikea, Deutsche Bank, Unilever, H&M, Google, EDF, Signify et Apple, selon le communiqué du CISL. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, doit dévoiler l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour 2030 lors de son discours sur l'état de l'Union, au Parlement européen ce mercredi. Bruxelles compte et rehausser son objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'UE pour 2030 à -55%, alors qu'il est actuellement fixé à -40% par rapport au niveau de 1990, a indiqué samedi une source européenne citée par l'AFP.

Selon les signataires de la lettre, "du point de vue des entreprises et des investisseurs, il est essentiel de clarifier la voie de transition vers le +zéro émission+ et les calendriers pour chaque secteur, ainsi que de mettre en place une politique qui permette des investissements substantiels dans des solutions neutres en carbone".

S A N T É - A L G É R I E

BISKRA

Arrivée d'une caravane médicale pour la prise en charge des habitants des zones d'ombre

Des équipes de 150 médecins spécialistes composant une caravane médicale bénévole sont arrivées samedi à Biskra et se sont dirigées vers les zones d'ombre.

Organisée à l'initiative du réseau algérien des jeunes, cette caravane, lancée depuis le siège de la wilaya en présence des autorités locales, vise à "apporter aide et assistance aux habitants des zones d'ombre notamment dans cette conjoncture sanitaire exceptionnelle marquée la lutte contre la Covid-19", a affirmé le président de ce réseau, Adel Gana.

Composés de praticiens locaux, ainsi que d'autres issus de plusieurs wilayas, les staffs médicaux de cette caravane ont pour mission d'assurer des consultations en médecine générale, cardiologie, diabétologie, ophtalmologie et en pédiatrie, a précisé le même responsable.

Les praticiens bénévoles s'emploieront, en coordination avec les services de la Direction locale de la santé, à assurer des examens et consultations médicales au profit des patients habitant dans des zones enclavées et ce, en vue de rapprocher le service public de santé des citoyens, a fait savoir la même source, soulignant que cette caravane est dotée d'un laboratoire d'analyses médicale qui permettra aux médecins bénévoles d'offrir un service de qualité et aux personnes malades de ces régions d'effectuer les analyses nécessaires.

La caravane médicale bénévole qui sillonnera plusieurs localités de la wilaya de Biskra fera une première halte de cinq (5) jours à Zeribet El Oued (80 km à l'Est de Biskra), avant de se diriger vers Tolga (40 km à l'Ouest de Biskra), a indiqué M. Gana, ajoutant que les habitants de ces localités bénéficieront de services médicaux programmés à raison de 200 consultations/jour.

Cette initiative ciblera "le grand nombre possible de citoyens avec la possibilité de fournir des soins médicaux au niveau des établissements hospitaliers spécialisés pour les cas qui nécessitent un suivi", selon M. Gana.

Devant sillonner sept (7) wilayas des Hauts plateaux et du Sud du pays, la caravane qui se poursuivra jusqu'au 14 novembre prochain, a fait une première halte dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj et devra se déplacer dans les prochains jours vers les wilayas de M'sila, Djelfa, Laghouat, El Bayadh et Naâma, selon les organisateurs de cette initiative.

238 nouveaux cas, 154 guérisons et 12 décès

Deux cents trente huit (238) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 154 guérisons et 12 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué mardi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 48 734, dont 238 nouveaux cas, soit 0,5 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 1632 cas, alors que le nombre des patients guéris est passé à 34 358, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

En outre, 20 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 10 cas, 10 autres ont enregistré plus de dix cas, tandis que 18 wilayas n'ont enregistré aucun cas.

Par ailleurs, 31 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir.

Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.



BATNA

747 familles prises en charge dans le cadre des consultations à domicile au profit des malades

Pas moins de 747 familles ont été prises en charge dans la wilaya de Batna par l'équipe de spécialistes bénévoles de suivi à domicile des malades atteints de Covid-19 et de leurs proches, installée le 9 août dernier, a indiqué lundi la responsable de cette initiative et spécialiste en maladies infectieuses, Pr. Nora Righi.

"Cette équipe de bénévoles cible les familles dont un ou plusieurs membres sont contaminés par le coronavirus en les prenant en charge à domicile sur les plans médical, psychologique et social, en procédant à leur accompagnement par des spécialistes



tout en les sensibilisant à l'importance de la mise en quarantaine et la distanciation sociale pour éviter la transmission du virus", a précisé à l'APS la même spécialiste.

L'initiative, qui a reçu un large soutien de la part des autorités locales, en mobilisant notamment des ambulances, des médecins et des psychologues a touché plus de 2900 personnes au cours de cette même période, avec une moyenne de 4 personnes par famille, a précisé la même source.

Selon Pr. Righi "l'accompagnement des patients atteints ainsi que leurs familles a permis de briser dans une certaine mesure la chaîne de transmission de l'épidémie et d'éviter la transmission du virus à une population estimée entre 5 800 et 14 000 personnes", considérant en outre qu' "un (1) patient peut contaminer entre 2 à 5 personnes".

Et d'ajouter : "Sur le terrain, nous avons constaté environ deux semaines après le début de l'opération, une diminution signifi-

cative du nombre de contaminations et d'hospitalisations, avec une baisse du pourcentage des cas positifs diagnostiqués localement par le biais de la PCR, passant de l'ordre de 15% au début de la pandémie à environ 5,5% actuellement", soutenant qu'il est possible de "réduire ce pourcentage si les citoyens se conforment davantage aux mesures de prévention".

Pr. Righi a fait savoir en ce sens que cette équipe, dont le noyau s'est constitué à l'hôpital public hospitalier de Batna (l'ancien sanatorium) couvrant 5 daïras dont celle de Batna, a suivi initialement entre 70 et 90 familles par jour en leur prodiguant les soins nécessaires tout en se focalisant sur la sensibilisation des proches des malades pour limiter l'apparition de nouveaux clusters et réduire la transmission du virus.

Composée de 39 médecins spécialistes, des psychologues et des travailleurs affiliés à plusieurs secteurs, tels que l'action sociale, la jeunesse et les

sports, les deux établissements de santé de proximité de Batna et El Madher ainsi que l'hôpital psychiatrique d'El Madher, l'équipe a été renforcée par des médecins et paramédicaux bénévoles de la daïra de Seggana et relevant du nouvel hôpital de Ain Touta, lesquels ont bénéficié d'une formation, en attendant l'engagement d'autres volontaires, a détaillé la même source.

Par ailleurs, en dépit des résultats positifs enregistrés par l'équipe de bénévoles de suivi à domicile des malades de la Covid-19 et leurs proches, avec la collaboration des associations caritatives "Kafil El Yatim" et "El Jil Essaâd", ses membres ont été parfois confrontés "au refus de certains malades dont le nombre reste toutefois minime".

Néanmoins, Pr. Righi a loué l'efficacité de la prise en charge à domicile des malades de la Covid-19, estimant que "cette méthode est bénéfique pour lutter contre la propagation du virus mais aussi pour faire face à des maladies émergentes à l'avenir".

Pour rappel, cette initiative visait préalablement à atténuer la pression sur les établissements de santé et assurer une meilleure prise en charge des malades tout en œuvrant à briser la chaîne de transmission du coronavirus à travers la sensibilisation des familles des patients et leur accompagnement, et ce, en plus du suivi des personnes contaminées une fois sorties de l'hôpital.

ILLIZI - COVID-19

2 ateliers de couture remis à la Chambre de l'industrie et de l'artisanat

Deux ateliers de couture ont été remis par l'entreprise Algérie-Télécoms à la Chambre de l'industrie et de l'artisanat d'Illizi, en vertu d'une convention entre les deux secteurs dans le cadre de la prévention du Covid-19, a-t-on appris lundi auprès de la Chambre précitée.

L'opération vise à soutenir les artisans dans leur contribution aux efforts de prévention de la pandémie du coronavirus, à travers la confection de bavettes et autres équipements de protection, a souligné le directeur de la Chambre, Hamadi Almine.

Les deux ateliers, installés à Illizi et Djanet et composés de divers machines et autres équipements modernes de couture, vont permettre aux artisans d'améliorer leurs conditions de travail, et de renforcer le rythme de confection de ces équipements de protection, a-t-il ajouté.

La Chambre de l'industrie et de



l'artisanat d'Illizi a contribué, depuis l'apparition de la pandémie, à la confection par ses artisans de plus de 25.000 bavettes, en appui aux efforts de solidarité visant la prévention de la propagation du Covid-19, a-t-on fait savoir.

P A N D É M I E D E C O R O N A V I R U S

LA PANDÉMIE DANS LE MONDE

Au moins 929.391 morts (nouveau bilan)

Au moins 929.391 sont décédées dans le monde des suites de la pandémie de nouveau coronavirus depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre, selon un nouveau bilan établi à partir de sources officielles hier à 11h00 GMT.

Plus de 29.329.390 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie, dont au moins 19.536.900 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations.

Certains pays ne testent que les cas graves, d'autres utilisent les tests en priorité pour le traçage et nombre de pays pauvres ne disposent que de capacités de dépistage limitées.

Sur la journée de lundi, 4.433 nouveaux décès et 269.352 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont l'Inde avec 1.054 nouveaux morts, les Etats-Unis (410) et le Brésil (381). Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas,



avec 194.545 décès pour 6.555.243 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins. Au moins 2.474.570 personnes ont été déclarées guéries. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 132.006 morts pour 4.345.610 cas, l'Inde avec 80.776 morts (4.930.236 cas), le

Mexique avec 71.049 morts (671.716 cas), et le Royaume-Uni avec 41.637 morts (371.125 cas). Parmi les pays les plus durement touchés, le Pérou est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 93 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Belgique (86), l'Espagne

(64), la Bolivie (63), et le Chili (63).

La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao) a officiellement dénombré un total de 85.202 cas (8 nouveaux entre lundi et mardi), dont 4.634 décès et 80.426 guérisons.

La région Amérique latine et Caraïbes totalisait mardi à 11h00 GMT 312.071 décès pour 8.330.243 cas, l'Europe 222.016 décès (4.560.434 cas), les Etats-Unis et le Canada 203.756 décès (6.692.491 cas), l'Asie 117.436 décès (6.648.236 cas), le Moyen-Orient 40.443 décès (1.705.035 cas), l'Afrique 32.793 décès (1.362.280 cas), et l'Océanie 876 décès (30.671 cas).

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par les médias auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

INDE

1 054 décès en 24h

L'Inde a enregistré 1 054 nouveaux décès dus au nouveau coronavirus (Covid-19), au cours des 24 dernières heures, a indiqué mardi le ministère indien de la Santé. Selon le ministère, le nombre de décès enregistrés est passé à 80 776, avec 1 054 nouveaux décès. Le pays a enregistré un total de 4 930 236 cas jusqu'à maintenant, dont 83 809 ces 24 dernières heures.

Parmi les personnes contaminées, 3 859 399 personnes se sont rétablies.

Selon le site Worldometers, l'Inde est le deuxième pays au monde, en terme de nombre de cas.

ALLEMAGNE

Le nombre de cas confirmés atteint 261.762

Le nombre de cas d'infection au nouveau coronavirus (Covid-19) en Allemagne a augmenté de 1.407 cas ces dernières 24 heures pour atteindre 261.762, a annoncé mardi l'Institut Robert Koch pour les maladies infectieuses. Les données de cette agence fédérale de santé publique ont également montré que les décès dus à la maladie avaient augmenté de 12 au cours de la même période, soit le nombre journalier le plus élevé depuis le 14 août, pour atteindre un total provisoire de 9.362. L'économie allemande semble se redresser lentement, se rapprochant des niveaux pré-Covid-19, avait indiqué lundi le ministère allemand de l'Economie et de l'Energie.

TUNISIE

747 nouveaux cas confirmés et 9 décès en 48h

Le ministère tunisien de la Santé a annoncé 747 nouveaux cas confirmés de Covid-19 ainsi que neuf décès supplémentaires en 48 heures, selon un communiqué publié tard dans la nuit de lundi à mardi. Selon ce communiqué, le bilan épidémiologique de la Tunisie fait état de 7.382 cas confirmés depuis le 2 mars, dont 117 décès. Par ailleurs, la même source précise qu'il y a eu 2.175 guérisons tandis que 5.090 patients sont encore porteurs du virus. Depuis l'ouverture des frontières le 27 juin dernier, la Tunisie a signalé 6.181 nouveaux cas confirmés de Covid-19, dont 88,6% d'infections communautaires locales en plus de 67 décès.

Jusqu'à présent, 131 patients testés positifs au Covid-19 ont été hospitalisés, dont 31 admis en soins intensifs (réanimation) et onze autres qui ont été placés sous respiration artificielle.

Durant les dernières 24 heures, le ministère tunisien de la Santé a pu effectuer 6.118 analyses virologiques, portant à 177.904 le nombre total de tests de dépistage depuis l'émergence de l'épidémie en Tunisie.

ETATS-UNIS

Plus de 88.000 cas signalés dans les universités

Une enquête du New York Times (NYT) effectuée auprès de plus de 1.600 instituts et universités américains a révélé au moins 88.000 cas de Covid-19 et un minimum de 60 décès depuis l'émergence de la pandémie.

La plupart des morts ont été signalés au printemps et concernent des membres du personnel universitaire, pas des étudiants, a précisé le quotidien.

Plus de 150 institutions ont chacune

signalé au moins 100 cas de COVID-19. Des dizaines d'entre elles ont connu des pics pendant ces dernières semaines, depuis que les cours ont repris et que les dortoirs ont été rouverts.

Un grand nombre de régions métropolitaines ayant enregistré le plus de cas par habitant au cours de ces derniers jours ont dénombré des centaines d'infections dans leurs universités, y compris Oxford dans le Missouri, Athens en

Georgie et Champaign dans l'Illinois.

Certaines villes universitaires sont aux prises avec des flambées de Covid-19 tandis que la rentrée du semestre d'automne complique la réponse locale à la pandémie. Selon un décompte de l'Université Johns Hopkins, plus de 6,5 millions de cas de Covid-19 ont été enregistrés aux Etats-Unis et plus de 194.300 personnes en sont mortes, en date de lundi après-midi.

FRANCE

Restrictions renforcées dans les villes françaises de Bordeaux et de Marseille

Les deux grandes villes françaises de Bordeaux et de Marseille ont annoncé lundi de nouvelles mesures restrictives face à une forte flambée du nombre des cas de Covid-19, dont l'interdiction des fêtes d'étudiants et l'annulation des Journées du patrimoine.

Sont également prohibés les rassemblements de plus de 10 personnes dans les parcs ou sur les quais de la Garonne à Bordeaux (sud-ouest) et sur les plages à Marseille (sud-est) tandis que la jauge est abaissée à 1.000 personnes pour les spectacles et les compétitions sportives.

"Le taux d'incidence de la maladie dans certaines parties du département dépasse 300 pour 100.000", a déclaré le préfet pour la région Sud, Christophe Mirmand, évoquant une situation "très préoccupante".

Le port du masque obligatoire à Marseille sera par conséquent étendu à 27 communes de la région. Le préfet a aussi annoncé une limitation des visites dans les maisons de retraite à deux personnes par jour.

En Gironde, le département dont Bordeaux est la capitale, le taux d'incidence de la maladie est de plus de 158 cas pour 100.000 habitants, avec un pic de 29 8 cas pour 100.000 dans la tranche d'âge des 15-44 ans, selon Hélène Junqua, une responsable de l'Agence de santé régionale.

Il y a dans le département 57 foyers de contamination, dont 15 dans des maisons de retraite, où les visites seront limitées à deux par semaine et par résident. Pour éviter des mouvements de foule, Bordeaux (plus de 800.000 habitants pour la

métropole) comme Marseille (plus d'un million et demi) ont décidé d'annuler les Journées du patrimoine, prévues pour les 19 et 20 septembre. La Foire de Marseille et la Fête des voisins ont aussi été annulées dans cette cité portuaire, tandis que Bordeaux a interdit fêtes foraines et brocantes.

Soirées d'étudiants et sorties scolaires sont prosrites dans les deux métropoles.

Les autorités de ces villes ont aussi fait des recommandations concernant les réunions privées. La préfète de Gironde Fabienne Buccio a demandé aux habitants de "limiter les rassemblements familiaux et festifs à 10 personnes maximum", évoquant en particulier les mariages et les anniversaires. Situation similaire à Marseille où le préfet a invité à "reporter" les réunions "famili-

ales ou amicales" de plus de 10 personnes.

Sur l'ensemble du territoire français, 6.158 nouveaux cas de Covid-19 ont été recensés en 24 heures, selon les données publiées lundi par Santé publique France.

C'est moins que ce week-end, quand ce pays avait dénombré plus de 10.000 nouveaux cas samedi et plus de 7.000 dimanche.

Le taux de positivité (proportion du nombre des personnes positives par rapport au nombre total des personnes testées) recule légèrement, à 5,3%, et 34 personnes sont mortes à l'hôpital en 24 heures, a précisé l'agence sanitaire gouvernementale.

Depuis le début de l'épidémie en France il y a six mois, 30.950 personnes sont mortes du Covid-19.

CHINE

Une ville entière confinée après trois cas de Covid-19

La Chine a confiné une petite ville située à la frontière avec la Birmanie et lancé un dépistage général des habitants après la détection de trois cas du nouveau coronavirus, a indiqué mardi la mairie. Le pays asiatique a depuis plusieurs mois endigué l'épidémie sur son sol. Seuls quelques nouveaux malades sont recensés chaque jour, la quasi-totalité étant des Chinois revenus de l'étranger et placés en quarantaine dès leur arrivée. Peuplée de 210.000 personnes, la commune confinée est celle de Ruili, située dans la province du Yunnan (sud-ouest) à la frontière avec la Birmanie. Il s'agit d'un important point de

passage entre les deux pays. Tous les habitants doivent désormais rester chez eux et subiront un test de dépistage, a indiqué mardi la mairie.

Elle a précisé qu'aucune entrée ou sortie de la ville n'est désormais autorisée. Par ailleurs, l'ensemble des commerces de la commune sont fermés, à l'exception des supermarchés, des pharmacies et des marchés d'alimentation. Les malades du Covid-19 sont arrivés en provenance de Birmanie, a indiqué la mairie, qui a promis de "sévir" contre les personnes traversant la frontière illégalement. Ruili est séparée par une petite rivière

de la localité birmane de Muse, connue pour ses rues sordides, ses casinos, ainsi que son trafic d'armes et de drogue. La Chine a fait état ces derniers mois de plusieurs foyers épidémiques localisés, dont un à Pékin. Mais ils ont été rapidement traités avec des confinements, l'identification des cas-contacts et des quarantaines. Le pays asiatique reste toujours fermé aux étrangers, sauf à de rares exceptions près. Le ministère chinois de la Santé a fait état mardi de huit nouveaux malades du Covid-19 en Chine, tous étant des personnes venues de l'étranger.

GLIOBLASTOME QUELS TRAITEMENTS POUR CETTE TUMEUR DU CERVEAU ?

Le glioblastome est un cancer du cerveau qui touche plutôt les hommes entre 50 ans et 70 ans. On fait le point avec un cancérologue.

GLIOBLASTOME : DE QUOI PARLE-T-ON EXACTEMENT ?

Un glioblastome est une tumeur maligne du cerveau : c'est un cancer du cerveau, simplifié le Pr. Jean-Yves Blay, médecin cancérologue. Un glioblastome se forme lorsque certaines cellules du cerveau (des cellules gliales, qui permettent notamment le bon fonctionnement des neurones et de la conduction nerveuse) commencent à se multiplier de façon anarchique jusqu'à former une tumeur.

À l'examen médical, cette tumeur (que l'on qualifie de "primitive" car elle se développe au sein du cerveau) se présente sous la forme d'une "boule" ou d'une "structure" ramifiée sans limites nettes.

À savoir. Le glioblastome fait partie de la famille des gliomes : ces tumeurs du cerveau ne sont (heureusement !) pas toutes cancéreuses. Les gliomes présentent ainsi plusieurs grades d'agressivité : et parmi les plus agressifs, on retrouve... le glioblastome (grade 4).

GLIOBLASTOME : QUELS SONT LES FACTEURS DE RISQUE ?

Glioblastome : c'est rare ? Le glioblastome n'est pas une tumeur du cerveau fréquente : on estime que, chaque année, 2.400 nouveaux cas sont diagnostiqués en France. Son incidence est d'environ 4 cas pour 100 000 habitants, soit 1 cas par an pour une



commune de 25 000 habitants.

Facteurs de risque : qui est concerné par le glioblastome ? Le glioblastome étant une tumeur maligne encore mal connue, la Science n'a (pour le moment) aucune certitude. "Cette tumeur du cerveau apparaît plutôt chez l'adulte entre 50 ans et 70 ans : les enfants sont davantage concernés par des gliomes moins agressifs (de grade 1)", précise le Pr. Jean-Yves Blay. Qui ajoute que "la maladie touche un peu plus fréquemment les hommes que les femmes".

Et la génétique ? "Nous avons connaissance de gènes qui prédisposent au développement d'un glioblastome : les cas d'origine génétique sont toutefois assez rares, et d'autres facteurs de risque (encore inconnus) entrent probablement en ligne de compte."

QUELS SONT LES SYMPTÔMES DU GLIOBLASTOME ?

Les symptômes des glioblastomes sont révélateurs d'une souffrance cérébrale (car le cerveau est atteint par une lésion) ainsi que d'une hypertension intracrânienne (car la tumeur "pousse" à l'intérieur du crâne). On peut notamment observer :

- Une épilepsie : "c'est un symptôme classique du glioblastome" souligne le médecin,
- Des maux de tête comme des migraines,
- Des nausées et/ou des vomissements,
- Des troubles de la parole : une articulation difficile, par exemple.

Une confusion mentale : des problèmes de concentration, ou de repérage dans le temps/dans l'espace, par exemple.

À savoir. "Le diagnostic de glioblastome peut être posé par un médecin neurologue ou par un neurochirurgien, mais il peut aussi résulter d'une consultation dans un service d'urgence ou en médecine générale" affirme le Pr. Jean-Yves Blay. Il est à noter qu'en l'absence de traitement, un glioblastome peut être fatal en l'espace de seulement quelques semaines...

TRAITEMENTS : QUELLE PRISE EN CHARGE EN CAS DE GLIOBLASTOME ?

Comment se déroule le diagnostic ? Le médecin suspectant la présence d'un glioblastome aura recours à deux examens médicaux principaux : le scanner et l'imagerie par résonance magnétique (IRM) explique le médecin cancérologue. Le scanner et l'IRM permettent au médecin de visualiser la tumeur de façon précise et d'évaluer la gravité de la lésion : "il est notamment question de regarder sa taille et son emplacement exact dans le cerveau".

Un prélèvement est ensuite prescrit au patient : réalisé sous anesthésie générale, celui-ci peut consister en une opération chirurgicale (il est alors nécessaire d'ouvrir la boîte crânienne) ou une biopsie ("c'est la solution la plus fréquente car c'est la moins invasive" note le Pr. Jean-Yves Blay). "Ce prélèvement est nécessaire car il existe plusieurs types de glioblastomes différents à

l'échelle moléculaire : tous ne se prennent pas en charge de la même façon."

Glioblastome : en quoi consistent les traitements ? "La prise en charge du glioblastome dépendra de l'âge et de l'état général du patient" précise le médecin. En France, deux alternatives sont possibles :

En fonction de l'emplacement et de la forme du glioblastome, l'ablation de la tumeur via une opération chirurgicale peut être envisagée.

Le traitement le plus fréquemment mis en place consiste en la combinaison d'une chimiothérapie (témzolomide ou Temodal®) et d'une radiothérapie. "Il y a des effets secondaires mais les résultats sont encourageants" affirme le Pr. Jean-Yves Blay.

À savoir. "On note des progrès dans la lutte contre le glioblastome : la combinaison chimiothérapie-radiothérapie est en cours. Les tumeurs de la famille des gliomes sont de mieux en mieux connues et les chercheurs travaillent actuellement à une meilleure compréhension de la biologie de la maladie pour mettre en place des thérapies adaptées."

Et ensuite ? Le glioblastome souffre malheureusement d'un pronostic assez sombre puisque le taux de survie à 5 ans est inférieur à 10 %. En outre, les récidives (qui surviennent en moyenne 9 mois après la fin des traitements) sont fréquentes.

DU VENIN DE SCORPION POUR DÉTECTER LES TUMEURS CÉRÉBRALES

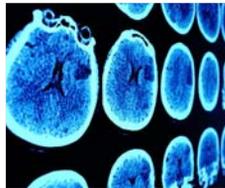
Afin de repérer plus facilement les tumeurs malignes du cerveau, des chercheurs américains ont eu recours à un peptide que l'on retrouve habituellement dans la nature... dans le poison des scorpions.

Une nouvelle technique d'imagerie qui révèle les tumeurs cérébrales à l'aide... du venin de scorpion. Du moins, à partir de sa version synthétique. C'est ce que viennent de développer des chercheurs du Cedars-Sinai Medical Center de Los Angeles (États-Unis). Dans la revue *Neurosurgery*, où ont été publiés les résultats de l'essai clinique de 9 mal, ils expliquent comment la molécule illumine la masse, permettant ainsi aux neurochirurgiens d'avoir une meilleure idée de sa localisation et de son ampleur.

La substance qui a été utilisée est connue sous le nom de tozleristride, ou

BLZ-100. Présente dans le poison de l'araignée mais non toxique, elle se lie aux cellules tumorales. L'équipe américaine l'a administré à 17 patients atteints de gliomes, une forme de tumeur au cerveau extrêmement meurtrière. À la tozleristride était mélangé un colorant fluorescent, qui brille lorsqu'il est stimulé par un laser.

Les scientifiques espèrent qu'avec cette technique et une caméra spéciale, la frontière entre les cellules saines et la tumeur soit plus claire pendant la chirurgie. Finalement, la masse s'est en effet éclairée « comme un sapin de Noël », déclare dans un communiqué le Dr Adam Mamelak, chercheur principal de l'étude. Après les opérations, les patients ont été surveillés pendant 30 jours. Les premiers résultats indiquent pour le moment que le système est sûr.



UNE TECHNIQUE PROMETTEUSE

Mieux distinguer la tumeur, cela permet aux neurochirurgiens d'intervenir plus facilement des cellules malignes. Par exemple, dans le cas de gliomes, l'élimination de ces cellules est particulièrement compliquée, car elles sont difficiles à dis-

tinguer des tissus cérébraux normaux. De plus, cette pathologie ne répond généralement pas aux traitements traditionnels (chimiothérapie, radiothérapie), et la case chirurgie peut constituer la seule voie de survie du patient.

L'échantillon étant réduit, des recherches supplémentaires sont nécessaires pour évaluer le risque du système. Mais les chercheurs jugent cette technique prometteuse. Elle pourra notamment être utilisée pour d'autres types de cancers. « L'objectif ultime est d'apporter une plus grande précision aux soins chirurgicaux que nous fournissons à nos patients », explique dans le communiqué Keith Black, directeur du département de neurochirurgie du Cedars-Sinai Medical Center. Un autre essai clinique a déjà été lancé sur des tumeurs cérébrales pédiatriques.

Des médicaments contre la ménopause responsables de méningiomes ?

Deux médicaments qui aident à lutter contre les troubles de la ménopause et de l'endométriose pourraient causer des tumeurs cérébrales. Il s'agit du Lutéran et du Lutényl, selon une alerte de l'Agence du médicament ANSM. Ces deux médicaments, ainsi que leurs génériques, sont utilisés dans le traitement des troubles liés à la ménopause et à l'endométriose. Le risque ? Ils pourraient occasionner des tumeurs cérébrales.

Il y a quelques mois, l'ANSM mettait en garde contre les risques liés au médicament Androcur. Cette fois-ci, ce sont le Lutéran et le Lutényl qui sont visés car leur utilisation a été associée à des cas de méningiomes. Les méningiomes sont des tumeurs non cancéreuses, elles proviennent des méninges, il s'agit des couches externes de tissu qui recouvrent et protègent le cerveau juste sous la crâne.

70 CAS DE MÉNINGIOMES LIÉS AUX PROGESTATIFS
Pour l'instant, 70 cas sont déclarés : 50 pour le Lutényl et une vingtaine pour le Lutéran, selon le Dr Isabelle Yoldjian, cheffe de pôle endocrinologie - gynécologie à l'ANSM au site de France Info. Ces deux médicaments sont des progestatifs, dérivés d'une hormone, la progestérone.

Cela dit, le rapport de l'ANSM stipule que les cas de méningiomes de patientes sous Lutéran ou Lutényl : "ne permettent pas de conclure, à ce stade, que les femmes qui utilisent ces médicaments présentent un risque de méningiome plus élevé que celui observé dans la population générale".

UNE ÉTUDE VA ÊTRE MENÉE

Une étude épidémiologique va être conduite prochainement, à annoncer l'ANSM pour mieux caractériser le risque. Elle sera menée par Epiphare, qui réunit l'Agence du médicament et l'Assurance maladie. Mais en attendant, l'ANSM a préféré tirer la sonnette d'alarme au vu des nombreux cas déjà identifiés. Dans l'immédiat, les deux médicaments vont devoir modifier leurs notices d'utilisation et mentionner dans la liste des risques possibles, les méningiomes.

MÉNINGIOME

SYMPTÔMES ET TRAITEMENT DE CETTE TUMEUR AU CERVEAU

Le Lutéran et le Lutényl, prescrits à la ménopause, en cas d'endométriose et même comme contraception, sont associés à un sur-risque de méningiome. Le mot fait peur, pourtant le méningiome est une tumeur le plus souvent bénigne. Le point sur cette maladie avec le service de neurochirurgie de l'hôpital Lariboisière (Paris).

Le méningiome est le type le plus courant de tumeur primitive au cerveau : il représente environ 30 % de toutes les tumeurs cérébrales. C'est une tumeur qui provient des méninges (les couches externes de tissu qui recouvrent et protègent le cerveau juste sous le crâne) mais qui est le plus souvent bénigne. Les méningiomes malins (les plus agressifs) ne représentent que 1 % des méningiomes.

QUELS SONT LES SYMPTÔMES ?

La plupart des méningiomes se développent très lentement, souvent pendant de nombreuses années, sans causer de symptômes. Mais lorsque la tumeur se développe, elle peut exercer une pression sur le cerveau ou comprimer certains nerfs ou vaisseaux cérébraux et engendrer des symptômes qui doivent alerter :

Maux de tête (qui s'aggravent avec le temps)

Vision altérée.

Problèmes d'audition ou acouphènes

Perte de l'odorat (lorsque la tumeur se développe entre le cerveau et le nez)

Faiblesse dans les bras ou les jambes (c'est l'un des symptômes les plus évidents).

Problèmes d'équilibre ou de mémoire.

Un scanner (TDM) ou une IRM cérébrale (imagerie par résonance magnétique) permettent de faire le diagnostic.

QUELS SONT LES FACTEURS DE RISQUE ?

Pour l'instant, les médecins ne peuvent expliquer ce qui pousse certaines cellules des méninges à se multiplier de manière incont



trôlable. Mais certains facteurs de risque ont été identifiés :

Un traitement par radiothérapie à la tête.

Une prédisposition génétique

Certains traitements hormonaux. C'est le cas, par exemple, du traitement au long cours par Androcur, un médicament dérivé de la progestérone. Les femmes ayant pris ce médicament pendant plus de 6 mois ont un risque de méningiome multiplié par 7.

Comme les méningiomes évoluent lentement, une surveillance par IRM suffit parfois. Mais lorsque les symptômes sont gênants, on procède à une ablation chirurgicale. Si la tumeur est localisée dans des zones plus profondes comme la base du crâne, la radiothérapie est indiquée. Ses effets ne sont pas immédiats mais peu à peu la tumeur cessera de grossir et diminuera parfois de taille.

CAVERNOME CÉRÉBRAL : QU'EST-CE QUE C'EST ?

Dans le cerveau de certaines personnes se forment des sortes de cavernes, responsable de l'apparition d'un "cavernome cérébral". Quels sont les symptômes ? Quels sont les risques ?

Dans la série *Away*, signée Netflix, on parle d'une astronaute (Hillary Swank) en route vers la première mission vers Mars. Mais aussi d'un tout autre sujet, médical cette fois : le cavernome cérébral. De quoi s'agit-il exactement ? Voici plus d'informations sur cette malformation du cerveau, aussi baptisée "angiome caverneux".

QUE SE PASSE-T-IL DANS LE CERVEAU LORSQU'ON A UN CAVERNOME ?

Comme son nom l'indique, le cavernome s'apparente à une sorte de caverne. Elle se forme à l'intérieur du cerveau à cause de vaisseaux sanguins trop dilatés qui se réunissent en une sphère. Les capillaires (tout petits vaisseaux) s'entortillent et se regroupent les uns avec les autres, de façon juxtaposée. Au final, cela ressemble à un fruit comme une framboise, ou encore à une toute petite pelote de laine. Il peut varier en taille, entre quelques millimètres et plusieurs centimètres.

En anglais, on appelle cette maladie "CCM" pour "cerebral cavernous malformation". Le risque ? Que le cavernome se mette

à saigner en dehors de sa petite poche, ce qui provoquerait une hémorragie cérébrale. Selon le CHU de Lyon, ce risque ne dépasse-toutefois pas 3% par an.

QUELS SONT LES SYMPTÔMES DU CAVERNOME ?

Le cavernome est difficile à repérer car il peut s'avérer totalement asymptomatique. Le cavernome silencieux représente ainsi 90% des cas, selon les chiffres présentés dans l'encyclopédie Orphanet, en 2008. Pour le détecter, cela passe soit par l'accident (un saignement), soit par certains symptômes persistants qui surviennent généralement entre 20 et 40 ans.

Des crises d'épilepsie (pour 40 à 70% des malades), des troubles de la vue, des maux de tête persistants (pour 10 à 30% des patients), une perte de sensibilité et de force physique au niveau des membres ou encore diverses manifestations neurologiques partielles des signes de l'angiome cavernoux. Pour le diagnostiquer, il faut pratiquer un IRM cérébral.

QUI PEUT ÊTRE TOUCHÉ PAR UN CAVERNOME CÉRÉBRAL, ET POURQUOI ?

Il existe plusieurs causes au cavernome cérébral. On estime que 20% des cas sont génétiques, entraînés par la mutation d'un gène : le CCM1, CCM2 ou CCM3. Cette forme

"familiale" peut alors devenir héréditaire et être détectée en amont des premiers symptômes. Mais le reste des malades développe un cavernome cérébral sans cause véritablement connue. On appelle cette forme "sporadique". De même, son évolution varie tellement d'un patient à l'autre qu'elle est difficile à prévoir.

COMMENT TRAITER UN CAVERNOME CÉRÉBRAL ?

Il n'existe pas de traitement médical contre le cavernome cérébral. Le seul moyen de soigner un cavernome est l'opération chirurgicale. L'objectif principal de l'intervention est de retirer totalement le cavernome, et ainsi de supprimer le risque d'hémorragie. Lorsque le cavernome est responsable d'autres troubles, comme l'épilepsie, l'intervention permet de la guérir ou au moins de diminuer les risques. En général, l'angiome n'est opéré que s'il augmente en taille ou provoque des symptômes qui impactent la vie quotidienne du patient.

A noter que toutes les parties du cerveau n'étant pas accessibles de la même manière, certains cavernomes ne peuvent pas être opérés. La radiothérapie peut venir en soutien dans ce cas. Quoi qu'il en soit, si le cavernome ne peut être opéré, une surveillance étroite peut être envisagée.

BURKINA FASO Début le 28 septembre des dépôts de dossiers de candidature pour la présidentielle

La Commission électorale nationale indépendante (CENI) du Burkina Faso a annoncé lundi que les dossiers de candidature pour la présidentielle burkinabè du 22 novembre prochain seront reçus du 28 septembre au 3 octobre 2020.

Pour les élections législatives, les dossiers seront reçus du 17 au 23 septembre. La campagne électorale se déroulera du 31 octobre au 20 novembre. Plusieurs hommes politiques burkinabè dont l'actuel président Roch Marc Christian Kaboré ont déjà annoncé leur candidature à la prochaine élection présidentielle qui se déroulera au même moment que les élections législatives. Ce double scrutin se tiendra dans un contexte marqué par la montée du terrorisme dans plusieurs régions du pays.

Le dialogue avec les groupes armés, une "nécessité humanitaire", selon le CICR

Le dialogue avec les groupes armés relève d'un besoin humanitaire pour avoir accès aux populations sur les territoires qu'ils contrôlent, a souligné lundi le président du CICR Peter Maurer, réfutant des allégations de connivence avec les groupes terroristes. Un article reprochant au Comité international de La Croix-Rouge (CICR) de pactiser avec les groupes armés terroristes au Burkina Faso, paru le 4 août sur le site de l'hebdomadaire français Valeurs actuelles et largement repris par des médias locaux, avait suscité de vives réactions au sein de la population burkinabè.

"On entretient des dialogues (avec les groupes armés) non pas pour faire plaisir ni pour conférer quelques légitimités que ce soit à des groupes armés ou à un gouvernement. On fait cela par nécessité, pour un besoin humanitaire", a déclaré M. Maurer lors d'une conférence de presse. "Nous ne pactisons pas avec eux contrairement à ce qui est sous-entendu dans l'article nous essayons de prendre langue avec les groupes armés non étatiques parce que nous voulons apporter de l'assistance humanitaire à ces personnes qui sont dans le besoin", a soutenu le chef de la délégation du CICR au Burkina Faso, Laurent Saugy. "Nous sommes conscients que travailler dans une situation de conflit et essayer de négocier un espace humanitaire neutre et impartial comporte beaucoup de difficultés et nécessite de la délicatesse", a reconnu M. Maurer, précisant que ces tentatives de dialogue relèvent du droit international humanitaire.

"C'est pas aujourd'hui qu'on a inventé le dialogue avec tous les porteurs d'armes. Nous le faisons depuis des décennies. Nous avons des pratiques et des protocoles que nous appliquons ici comme ailleurs", a assuré M. Maurer.

"Le vrai problème c'est pas si le CICR parle à tel ou tel groupe armé. La question est de savoir si les groupes peuvent parler aux humanitaires pour permettre un accès aux territoires contrôlés par eux-mêmes et où des populations ont des besoins" a-t-il ajouté. Au Burkina Faso, où les violences terroristes ont fait plus de 1100 morts et contraint plus d'un million de personnes à fuir leurs foyers, l'accès humanitaire aux communautés touchées est complexe dans certaines régions. Des pans entiers du territoire, particulièrement dans le nord et le centre nord, sont sous contrôle des groupes armés terroristes.

L'intensification des violences entrave l'accès aux services essentiels, notamment aux soins de santé, 14% des établissements sanitaires ayant été fermés ou ne fonctionnant que partiellement, selon le CICR.

LIBYE

Démission du gouvernement installé à Benghazi

Le gouvernement installé à Benghazi a présenté sa démission après les violences ayant marqué les dernières manifestations dans la ville d'Al-Marj, dans l'est de la Libye, rapporte Associated Press.

Le Premier ministre Abdallah al-Thani a présenté la démission de son gouvernement à Aguila Saleh, président de la Chambre des représentants basée à l'est, a déclaré le porte-parole du gouvernement, Ezzel-Deen al-Falih, cité par AP.

De son côté, le porte-parole de la Chambre des représentants, Abdallah Abaihiq, a confirmé la démission du gouvernement, affirmant que les élus l'examineraient lors de leur prochaine réunion, selon la même source. Aucune date n'a été fixée pour cette réunion. La Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul) a exigé dimanche une

"enquête approfondie et immédiate" sur les incidents survenus samedi dans la ville d'Al Marj et qui se soldés par un mort, trois blessés et plusieurs arrestations. Les manifestations d'Al-Marj et celles qui ont été observées récemment dans d'autres régions de la Libye, sont motivées par des frustrations profondes au sujet des mauvaises conditions de vie, des pénuries d'électricité et d'eau, de la corruption endémique, de la mauvaise gouvernance et du manque de services dans tout le pays.

La mission onusienne relève que ces manifestations soulignent aussi le besoin urgent de "lever le blocus pétro-



lier" et "de revenir au processus politique inclusif" afin de répondre aux aspirations du peuple libyen à un "gouvernement représentatif", à la paix et à la dignité.

CÔTE D'IVOIRE

La candidature de Ouattara acceptée, celles de Gbagbo et Soro rejetées

Le Conseil constitutionnel a validé la candidature du président Alassane Ouattara à un troisième mandat et a rejeté celles de l'ex-président Laurent Gbagbo et de l'ex-chef rebelle et Premier ministre Guillaume Soro à la présidentielle du 31 octobre en Côte d'Ivoire.

Le Conseil Constitutionnel a validé seulement quatre des 44 candidatures déposées à la présidentielle. Outre celle de M. Ouattara, ont été acceptées celles de l'ancien président Henri Konan Bédié, de Pascal Affi Nguessan, ancien Premier ministre sous la présidence de Laurent Gbagbo et du député Kouadio Konan Bertin, dissident du parti de M. Bédié.

Le Conseil Constitutionnel n'a pas suivi les requêtes de plusieurs opposants qui estimaient que M. Ouattara ne pouvait

accomplir un troisième mandat, la constitution limitant le nombre de mandats à deux. Le Conseil a souligné que le changement de constitution en 2016 n'était pas "une révision" et instituait une "Troisième République" et qu'en absence de "dispositions" spéciales, le président Ouattara pouvait bel et bien se présenter. Comme la précédente, la Constitution de 2016 limite à deux les mandats présidentiels. Les partisans de M. Ouattara affirmaient que le changement de Constitution a remis le compte à zéro, alors que l'opposition juge sa nouvelle candidature inconstitutionnelle. La Cour a en revanche sans surprise rejeté les candidatures de MM. Gbagbo et Soro, qui ont tous les deux été condamnés par la justice ivoirienne. M. Gbagbo, 75 ans, qui ne s'est

encore jamais prononcé publiquement sur sa candidature, est toujours en liberté conditionnelle en Belgique, dans l'attente d'un éventuel procès en appel devant la Cour pénale internationale (CPI), qui l'a acquitté en première instance de l'accusation de crimes contre l'humanité.

Mais il est sous le coup d'une condamnation en janvier 2018 à 20 ans de prison par la justice ivoirienne pour l'affaire dite du "Braquage de la BCEAO", la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest, lors de la crise de M. Soro a quant à lui été condamné en avril à 20 ans de prison pour recel de détournement de deniers publics. La cour a aussi souligné que le dossier de candidature de M. Gbagbo ne comprenait pas une déclaration signée de sa main faisant acte de candidature.

ANGOLA-RDC

Luanda et Kinshasa discutent de la sécurité à leurs frontières

L'Angola et la République démocratique du Congo (RDC) ont entamé lundi à Luanda une réunion de trois jours consacrée aux questions de sécurité à leurs frontières, ont rapporté mardi des médias. Le commissaire général Paulo de Almeida, chef de la Police nationale angolaise, a souligné à l'ouverture de cette rencontre que "les crimes et les incidents survenant dans les

zones frontalières étaient une source de préoccupation".

Il a notamment cité "l'immigration clandestine, la contrebande de carburant, de diamants, de drogues et de médicaments ou encore le braconnage". Pour lui, "Luanda et Kinshasa devraient tout faire pour réprimer cette criminalité car celle-ci affecte la stabilité politique, économique et sociale des deux pays voisins".

Le porte-parole de la délégation congolaise, Louis d'Or Ngalamulume, saluant les relations congolo-angolaises de longue date, a assuré que "les deux pays s'efforçaient chacun de maintenir la sécurité à leurs frontières". "Des documents juridiques" liés à la sécurité et à la coopération devraient être signés à l'occasion de cette réunion, selon l'agence Chine nouvelle.

CENTRAFRIQUE

60 rebelles désarmés dans une ville du nord du pays (préfet)

Soixante rebelles ont été désarmés et démobilités jusqu'à dimanche dernier à Kaga-Bandoro dans le cadre de la mise en oeuvre du processus de paix dans cette ville du nord du pays, a indiqué Abdoulaye Mahamat, préfet de la Nana-Grébizi dont Kaga-Bandoro est le chef-lieu. "Il s'agit de 53 ex-combattants du Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC), et sept autres de la Séléka rénovée. Ils ont choisi la paix après avoir obtenu un préalable de la part d'une mission officielle chargée du désarmement. Celui-ci concerne notamment le cantonnement immédiat et la prise en charge des ex-rebelles par le gouvernement", a précisé le préfet. Une fois dés-

armés, les ex-rebelles ont le choix entre deux propositions: rejoindre les rangs des forces de défense et de sécurité s'ils en ont l'aptitude, ou bien suivre un programme de réintégration socio-professionnelle, a ajouté le même source. Pour la seconde catégorie, ils seront dotés, à la fin d'une formation, de kits d'installation en fonction du métier qu'ils auront librement choisi, d'après le préfet. Le désarmement à Kaga-Bandoro, qui se poursuit en core, intervient après celui de la ville centrafricaine de Ndélé (nord), organisé entre juin et juillet dernier, où ont été désarmés les rebelles du Front patriotique pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC).

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO L'ex-président Kabila marque son retour en tant que sénateur

L'ex-président de la République démocratique du Congo, Joseph Kabila Kabange, a fait son retour sur la scène publique, en siégeant mardi pour la première fois au Sénat à l'occasion de la rentrée parlementaire, ont rapporté des médias. Peu avant 11h30 (10h30 GMT), M. Kabila, 49 ans, a fait son entrée dans la salle des séances, selon des médias. Il s'agit de l'une de ses toutes premières apparitions publiques depuis qu'il a transmis le pouvoir à son successeur Félix Tshisekedi le 24 janvier 2019, après près de 18 ans à la tête du plus grand pays d'Afrique sub-saharienne. M. Kabila est resté en coulisse une figure centrale et influente de la vie politique congolaise. Il est le chef - l' "autorité morale" comme disent les Congolais - de la plate-forme politique Front commun pour le Congo (FCC), largement majoritaire au Parlement et parmi les 65 membres du gouvernement. Le FCC gouverne en coalition avec Félix Tshisekedi, proclamé vainqueur de l'élection de décembre 2018.

CRISE SYRIENNE

Le Caire et Moscou réaffirment leur soutien à la solution politique

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov et son homologue égyptien Sameh Choukri, ont réaffirmé leur soutien à la solution politique à la crise en Syrie, ont rapporté des médias syriens.

Selon l'agence de presse syrienne (SANA), les deux responsables (Égyptien/Russe), ont discuté à travers un appel téléphonique de la situation au Moyen-Orient, surtout en Syrie et en Libye. Dans un communiqué du ministère russe des Affaires étrangères, repris par l'agence, Lavrov et Choukri ont réaffirmé "la nécessité de soutenir le volet politique pour le règlement de la crise en Syrie, de façon à garantir fermement son intégrité territoriale et le respect de sa souveraineté". Le conflit en Syrie qui a débuté en 2011, a fait pas moins de 384.000 morts dont 116.000 civils, selon les derniers chiffres de l'observatoire syrien des droits de l'homme.



MÉDITERRANÉE

Pompeo appelle à la désescalade militaire

Le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a appelé mardi la Turquie et la Grèce à renoncer à toute escalade militaire et à se concentrer sur la recherche d'une solution diplomatique dans le conflit gazier qui les oppose en Méditerranée orientale. "Il faut résoudre ce problème sans utiliser de puissance militaire mais par les mécanismes normaux, par les résolutions internationales, particulièrement sur les droits (énergétiques, ndlr) associés à cette région", a-t-il dit sur la radio française France Inter.

"Il faut réduire l'empreinte militaire partout et recourir à des moyens diplomatiques, non militaires", a insisté le chef de la diplomatie américaine.

Les deux pays se disputent des zones



en Méditerranée orientale potentiellement riches en gaz naturel. La tension s'est aggravée fin août, lorsqu'ils ont effectué des manoeuvres militaires rivales. La France a clairement affiché son soutien à la Grèce en déployant des navires de guerre et des avions de combat dans la région, une initiative vivement dénoncée par Ankara. Le navire d'exploration turc au centre des tensions a finalement regagné la côte turque dimanche, ouvrant peut-être la voie à un apaisement entre les deux pays.

La crise en Méditerranée orientale est au programme d'un sommet européen les 24 et 25 septembre à Bruxelles avec, à la clé, la menace de sanctions contre la Turquie.

ETATS UNIS

Un rapport épingle les abus des policiers et des procureurs lors des enquêtes

La police américaine est sur la sellette depuis des mois pour ses méthodes d'interpellation, mais un rapport, rendu public mardi, révèle également que les forces de l'ordre commettent de nombreuses irrégularités lors des enquêtes, tout aussi lourdes de conséquences. Des chercheurs ont épluché les dossiers de près de 2.500 personnes blanchies après avoir été condamnées à tort au cours des trente dernières années et ont trouvé que des conduites illégales ou non-éthiques de policiers, mais aussi des procureurs, avaient contribué à plus de la moitié de ces erreurs judiciaires.

Leur faute la plus courante: la dissimulation d'éléments de décharge, en jeu dans 61% des

condamnations pour meurtre erronées, mais aussi les pressions sur les témoins, les faux témoignages lors des procès, la planque de drogues chez des suspects... indique le rapport du "National Registry of Exonerations", un projet des universités Irvine en Californie et du Michigan.

Comme pour l'usage excessif de la force, dénoncé lors de manifestations géantes, les Afro-Américains sont davantage victimes de ces abus que les suspects blancs, surtout dans les dossiers de meurtre ou les affaires de drogues, ont constaté les auteurs du rapport. Et comme pour les bavures lors des arrestations, ces conduites ont peu de conséquences pour leurs auteurs: seuls 17% des abus ayant

débouché sur une erreur judiciaire ont été suivies de sanctions, écrivent-ils.

Par contre, elles sont lourdes pour les victimes: les personnes condamnées à tort pour meurtre ont passé en moyenne 13,9 ans en prison avant d'être blanchies.

Parmi elles, Michael Morton a passé près de 25 ans dans une prison au Texas pour le meurtre de sa femme avant d'être finalement reconnu innocent. Selon les auteurs du rapport, lors du procès, le procureur n'avait présenté ni le témoignage de leur fils de trois ans qui disculpait son père, ni de voisins ayant repéré un homme suspect devant leur maison. En 2011, des analyses ADN ont permis d'identifier le réel coupable qui, entre-

temps, avait tué une autre femme.

Pour les chercheurs, les appels à réformer la police doivent donc prendre en compte ce problème. Ils suggèrent entre autres de rendre obligatoire l'enregistrement de tous les interrogatoires ou de clarifier les procédures de conservation des preuves matérielles. Il faut aussi, selon eux, changer "la culture" qui pousse les policiers et procureurs à la faute. Dans les cas de meurtres, "ils sont sous pression" pour trouver des coupables: "Si un cas ne peut pas être résolu rapidement, les autorités peuvent être tentées de couper au plus court" surtout "s'ils sont convaincus de tenir le coupable", soulignent-ils.

ETATS UNIS

Trump évoque des explosions d'arbres et provoque la perplexité

Le président des Etats-Unis, Donald Trump a plongé une partie des Américains dans la perplexité en évoquant lundi la chute et l'"explosion" spontanée d'arbres alors que des incendies historiques ravagent l'Ouest américain. "Quand des arbres tombent, après un peu de temps, 18 mois, ils deviennent très secs. Ils deviennent vraiment comme une allumette", a-t-il expliqué. "Il n'y a plus d'eau qui passe, et ils deviennent très, très... ils explosent. Ils peuvent exploser." Le chef de l'Etat s'exprimait lors d'une visite en Californie, Etat en proie à des incendies historiques aggravés par la sé-

cheresse. Sa remarque a été accueillie avec scepticisme et moqueries sur les réseaux sociaux même si des explosions localisées d'arbres, notamment d'eucalyptus, ont déjà été rapportées en Australie lors d'incendies et que les arbres gelés peuvent émettre des sons semblables à des coups de feu. Le président n'a pas précisé à quel phénomène il faisait référence. Lors du même déplacement, le milliardaire républicain, qui tient régulièrement des propos climato-sceptiques, a aussi balayé les inquiétudes de responsables californiens sur le climat, assurant: "Ca finira par se refroidir".

Les incendies qui se multiplient à travers le globe sont associés à divers phénomènes anticipés par les scientifiques en raison du réchauffement de la planète. L'augmentation de la température, la multiplication des canicules et la baisse des précipitations par endroit est ainsi une combinaison idéale pour le développement des feux. Donald Trump a déjà par le passé véhiculé des théories douteuses sur le climat, vantant les mérites de supposés ratissages des sous-bois en Finlande comme méthode de prévention des feux de forêts.

BÉLARUS

L'UE prépare des sanctions contre des responsables (Borrell)

L'Union européenne (UE) se prépare à imposer d'importantes sanctions à des responsables du Bélarus", a annoncé mardi le chef de la diplomatie européenne.

"Nous considérons que les élections du 9 août sont frauduleuses et nous ne reconnaissons pas Loukachenko comme étant le président légitime du Bélarus", a déclaré l'Espagnol Josep Borrell au cours d'un débat au Parlement européen réuni en session plénière à Bruxelles.

"Nous sommes en train d'adopter des sanctions pour un nombre important de responsables de violences, de répressions et de falsifications des résultats des élections", a-t-il ajouté. "Ces sanctions devraient être adoptées avant le Conseil européen organisé les 24 et 25 septembre à Bruxelles si nous voulons conserver la crédibilité européenne", a-t-il précisé.

La décision devrait être prise au cours de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE lundi prochain à Bruxelles. L'UE procède également à un examen de ses relations avec le Bélarus pour "identifier les domaines dans lesquels les contacts devraient être suspendus ou revus, ceux dans lesquels elle a intérêt à engager (...)", a ajouté l'Espagnol.

"Si la situation continue à se détériorer, des sanctions supplémentaires seront envisagées (...). Nous appelons les autorités du Bélarus à trouver une issue à la crise en mettant fin à la violence et aux détentions illégales et en instaurant un dialogue national inclusif" et l'UE est prête à "soutenir toute initiative crédible" en ce sens, a précisé le chef de la diplomatie européenne.

VENEZUELA

L'Américain arrêté va être inculpé pour "terrorisme"

Un "espion américain" arrêté la semaine dernière au Venezuela doit être inculpé pour "terrorisme", "trafic d'armes" et "association de malfaiteurs" pour son implication présumée dans un projet d'"attentat déjoué" contre des installations pétrolières, a annoncé lundi le procureur général du Venezuela.

Sept Vénézuéliens, dont un militaire, doivent également être inculpés pour leur implication présumée dans cette entreprise qui visait à "déstabiliser" le Venezuela en s'en prenant "à son industrie pétrolière et à son système électrique", a ajouté Tarek William Saab lors d'une intervention télévisée.

Sur Twitter, M. Saab a ensuite affirmé que l'Américain "a effectué des missions de trois mois par an en Irak entre 2006 et 2016", où il a travaillé comme "opérateur en communications sur une base secrète de la CIA", pour le compte de la société privée de sécurité MVM. Après l'avoir désigné dans un premier temps comme "Matthew Jhon Heath", le parquet a rectifié dans un nouveau communiqué son nom en "Matthew John Heath".

L'annonce de sa capture avait été faite vendredi par Nicolas Maduro. Selon le président socialiste, il "espionnait, dans l'Etat de Falcon (nord-ouest), les raffineries d'Amuay et de Cardon", du centre de raffinage de Paraguaná.

Il a été capturé en possession d'"armement lourd" et d'une "grande quantité de dollars", avait affirmé M. Maduro. Selon le procureur, il voyageait en compagnie d'un militaire vénézuélien, Darwin Urdaneta, dans un véhicule où ont été découverts "un lance-grenades, une mitrailleuse" et ce qui peut s'apparenter à du "matériel explosif". L'arrestation a eu lieu après que les autorités ont "découvert et démantelé" un plan visant à faire exploser la raffinerie d'El Palito, la plus proche de Caracas, située dans l'Etat central de Carabobo, selon le président vénézuélien. Le Venezuela dispose des plus grandes réserves prouvées de pétrole au monde, mais il est frappé par de gigantesques pénuries de carburants. De 3,2 millions de barils par jour il y a douze ans, sa production est tombée à moins de 400.000 barils par jour à l'heure actuelle. Le gouvernement vénézuélien accuse régulièrement l'administration de Donald Trump d'être impliquée dans des projets d'attentats destinés à renverser Nicolas Maduro, qu'elle ne reconnaît pas.

Le mois dernier, deux autres Américains, Luke Alexander Denman et Airon Berry, ont été condamnés à 20 ans de prison sous l'accusation de "terrorisme" à la suite d'une incursion armée ratée au Venezuela en mai dernier.

TRÉSORS ARCHÉOLOGIQUES

La Belgique restitue au Guatemala un masque maya vieux de plus de mille ans

Le ministère guatémaltèque des Affaires étrangères a annoncé que la Belgique a restitué lundi au Guatemala un masque maya de jade vieux de plus de mille ans, qui avait été volé et exporté illégalement.

Le trésor archéologique est daté entre les années 600 et 900 de l'ère chrétienne.

"La pièce, en mosaïque de jade, avait été exportée illégalement par des trafiquants internationaux", selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Le masque représente Chac, dieu de la pluie, du tonnerre et des points cardinaux, considéré comme l'un des plus importants du panthéon maya. Son authenticité a été certifiée par M. Serge Purini, expert du Musée royal d'art et d'histoire de Bruxelles, selon la même source.

Il a été remis à l'ambassadeur du Guatemala en Belgique par M. Serge Lemaître, conservateur de la collection des Amériques du Musée.



L'objet est d'une valeur "inestimable", a souligné l'expert. "Le masque avait été saisi à Bruxelles le 24 octobre 2008 et, après douze années de procès, le tri-

bunal a décidé sa restitution au Guatemala", a précisé le ministère guatémaltèque.

La culture maya a atteint son apogée durant sa période clas-

sique entre 250 et 900 de l'ère chrétienne. Elle étendait son influence sur les territoires actuels du sud du Mexique, le Guatemala, le Salvador, le Honduras et le Belize.

INFRASTRUCTURES

Nâama : réception du théâtre régional avant la fin de l'année en cours

La réception du projet du théâtre régional de Nâama est attendue au plus tard vers la fin de l'année en cours, a-t-on appris lundi en marge de la visite d'inspection du chantier du projet par le wali de Nâama, Idir Meddeb.

Les travaux d'aménagement extérieur de cette structure sont en cours, de même que la finalisation d'autres travaux et retouches concernant l'équipement de la salle et la scène de spectacle, a indiqué le directeur de la culture, Saâd Mihoubi.

Les grands travaux sont complètement achevés suivant des plans en accord avec le style architectural des régions du sud, avec des décorations inspirées de l'architecture arabo-islamique, a-t-il fait savoir.



Le wali de Nâama a indiqué, lors de l'inspection de ce lieu de culture, le premier du genre dans la wilaya, que cette structure sera un véritable acquis pour la relance et la valorisa-

tion de l'héritage artistique et le patrimoine culturel de la wilaya, ainsi qu'un espace adéquat pour accueillir les talents artistiques et musicaux des différents genres caractéristiques à la région.

Les travaux de réalisation de cet édifice culturel régional d'une capacité de 800 places, ayant coûté un budget global de 400 millions de dinars dans le cadre des programmes de développement sectoriels, est actuellement en phase d'équipement.

L'édifice comprend une salle de spectacles et plusieurs ateliers et répond aux normes internationales en matière de structures théâtrales, en plus d'espaces réservés aux répétitions, a indiqué le directeur de la culture.

CINÉMA - FESTIVAL

Le festival du film de Toronto déroule son tapis rouge virtuel

Le Festival international du film de Toronto (TIFF), plus grande fête du 7e art en Amérique du Nord, s'est ouvert jeudi dans une formule virtuelle, pandémie oblige, contraignant les grandes stars d'Hollywood à présenter leurs films à distance, rapportent des médias.

Le festival canadien, qui ne décerne pas de Palme, d'Ours ou de Fenec comme à Cannes, Berlin ou Alger, mais uniquement un Prix du public, donne souvent le tempo aux récompenses hivernales à Hollywood.

Habituellement, un demi-million de cinéphiles accourent au festival pour voir défiler le gratin d'Hollywood sur



son tapis rouge.

Mais les stars brillent par leur absence cette année, en raison de la fermeture des frontières liée à la pandémie de la Covid-19.

Les cinéphiles se trouvant dans la région pour-

ront seulement assister à des séances en "drive-in" depuis leur voiture lors du festival, qui présente aussi des films d'auteur en quête de distributeurs.

Autre particularité de cette 45e édition, à l'affiche jusqu'au 20 septem-

bre, une programmation épurée, avec à peine 50 films au menu contre environ 300 habituellement.

Les organisateurs ont tout écarté prévu des présentations avec Martin Scorsese, Anthony Hopkins, Nicole Kidman et Kate Winslet, qui participent à des galas et discussions virtuelles.

"Nous voulions toujours faire un festival, c'est important pour notre public et je pense que nous avons tous besoin d'inspiration et de ce que l'art peut offrir", a indiqué le codirecteur de l'événement Cameron Bailey, avant d'ajouter : "Et il y a aussi le fait que l'industrie cinématographique doit continuer".

CHINE

Le vice-ministre de la Culture et du Tourisme révoqué de son poste



Le vice-ministre de la Culture et du Tourisme chinois, Li Jinzao, a été révoqué vendredi de son poste pour de graves violations présumées de la discipline, ont rapporté des médias chinois.

Le Conseil des Affaires d'Etat, gouvernement central chinois, a annoncé la révocation de Li Jinzao du poste de vice-ministre de la Culture et du Tourisme à la suite d'une enquête, selon l'agence de presse chinoise Chine nouvelle.

La Commission centrale de contrôle de la discipline du Parti communiste chinois et la Commission nationale de supervision ont déclaré en juillet que Li Jinzao faisait l'objet d'une enquête pour de graves violations présumées de la discipline et de la loi.

GRANDE BRETAGNE - PAYS-BAS

Un faux Rembrandt pas si faux que cela



Un tableau, remis pendant près de 40 ans par un musée britannique car considéré comme un faux Rembrandt, provient bien de l'école du maître flamand et va subir de nouvelles analyses pour déterminer si ce dernier en est l'auteur, a annoncé mardi l'institution à des médias.

Intitulé "Tête d'un homme barbu", ce portrait de petite taille représentant un homme âgé regardant vers le bas, a été légué au musée Ashmolean d'Oxford en 1951 et a été alors exposé comme un Rembrandt, peintre baroque du siècle d'or néerlandais, de son vrai nom, Rembrandt Harmenszoon Van Rijn (1606-1669).

En 1982, le Rembrandt Research Project, qui fait autorité sur l'œuvre du peintre, a rejeté comme fausse la toile, remise alors dans les réserves.

Mais après de nouvelles recherches à l'aide de nouvelles technologies, "il peut désormais être confirmé que (le tableau) a été peint dans l'atelier de Rembrandt autour de 1630", a annoncé l'Ashmolean dans un communiqué.

La toile va être présentée dans l'exposition en cours Young Rembrandt "avant de subir d'autres recherches et travaux de restauration dans les laboratoires de l'Ashmolean pour déterminer s'il y a des preuves du travail de la propre main de Rembrandt", a ajouté le musée.

C'est à l'occasion de la préparation de cette exposition que la conservatrice An Van Camp a décidé de réexaminer le tableau.

Ce dernier a alors été analysé à l'aide de la technique de la dendrochronologie, méthode de datation du bois, qui a établi que le tableau a été peint sur un panneau venant d'un chêne des rives de la Baltique, abattu en 1618 et 1628, utilisé dans d'autres travaux de Rembrandt.

Interrogée par le Guardian, An Van Camp a précisé que les experts qui avaient rejeté le tableau en 1982 l'avaient daté "d'avant la fin du XVIIe siècle, même pas du vivant de Rembrandt".

Mais elle avait toujours été persuadée de l'authenticité du petit tableau: "C'est ce que Rembrandt fait.

Il fait ces petites études de vieillards aux regards tristes, mélancoliques, pensifs".

CHINE - SATELLITES

La Chine envoie 9 satellites en orbite par lancement maritime

La Chine a envoyé mardi avec succès neuf satellites sur l'orbite prévue de la mer Jaune, rapporte l'Agence Chine nouvelle.



Les neuf satellites, appartenant au groupe Jilin-1 Gaofen 03-1, ont été transportés par une fusée porteuse Longue Marche-11, première fusée chinoise lancée en mer, à 9h23 (heure de Pékin).

Samedi, le satellite de télédétection optique

"Jilin-1 Gaofen 02C", lancé par une fusée porteuse Kuaizhou-1A depuis le Centre de lancement de satellites de Jiuquan, dans le nord-ouest de la Chine, a échoué à entrer sur l'orbite prévue.

Il y a quelques jours, l'agence spatiale chinoise

avait lancé un satellite de télédétection optique avec succès.

Ce satellite servira à différentes tâches dont l'arpentage, l'aménagement urbain, la confirmation des droits fonciers, la conception du réseau routier, l'estimation du

rendement des cultures, la prévision et l'atténuation des catastrophes...etc".

Le lancement de ce satellite a eu lieu au niveau du centre de lancement des satellites de Taiyuan dans la province de Shaxi (nord).

ASTRONOMIE - ESPACE

Vénus: la découverte de phosphine "événement le plus important" dans la recherche de vie extraterrestre (Nasa)

La découverte dans les couches nuageuses de Vénus d'un gaz signalant peut-être la vie, la phosphine, a été célébrée lundi par le chef de l'agence spatiale américaine (Nasa), qui a affirmé vouloir désormais donner la priorité à l'étude de cette planète, délaissée au profit de Mars.

"De la vie sur Vénus? La découverte de phosphine, produit dérivé de la biologie anaérobie, est l'événement le plus important à ce jour dans la recherche de vie en dehors de la Terre", a tweeté Jim Bridenstine, administrateur de la Nasa, réagissant à la publication plus tôt lundi d'une étude sur la découverte par la revue Nature Astronomy.

"Il est temps de prioriser Vénus", a-t-il aussi écrit.

Vénus, particulièrement hostile car il y fait 470 C en surface en moyenne, a été explorée dès les années 1960 mais a rapidement été considérée comme moins intéressante scientifiquement que Mars et l'extérieur du système solaire.

Plusieurs sondes et robots sont en ce moment en route vers la planète rouge, mais aucune mission spécifiquement dédiée à Vénus n'est en cours.

Mais des scientifiques prônent depuis quelques années un retour sur Vénus, l'astre le plus brillant dans notre ciel nocturne après la Lune, et plusieurs nouvelles missions ont été proposées, la Nasa en envisageant plusieurs.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MÉDÉA

DIRECTION DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS

SERVICE DES MARCHES

AVIS D'ANNULATION DE L'ATTRIBUTION PROVISOIRE NIF 099826019002719

La direction des équipements publics de la wilaya de Médéa, prononce l'annulation d'attribution provisoire paru sur les quotidiens nationaux : DK NEWS en date du 28/08/2019 et اللقاع en date du 31/08/2019, après la procédure d'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales n°2019/13 paru sur les quotidiens DK NEWS en date du 14/05/2019 et اللقاع en date du 14/05/2019, relatif à :

Projet : Réalisation d'un stand de tir +salle de sport à Médéa

Lot : Equipement du stand de tir

DK NEWS

Anep : 2016014829 du 16/09/2020

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BOUMERDES

DAÏRA DE BORDJ MENAIEL

COMMUNE DE LEGHATA

SIÈGE : LEGHATA CENTRE

NIF 09008435355075705

Avis d'attribution provisoire du marché N° 01/2020

Conformément aux dispositions de l'article N°82 du décret présidentiel N° 15.247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, le président de l'A.P.C de Leghata informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'Offre national ouvert avec exigence de

capacité minimale N°01/2020 paru dans les quotidiens «DK News » du 13 Aout 2020 et « الحوار » du 13 Aout 2020 relatif au projet : « Réalisation de six classes à l'école Bayou Hocine » qu'à l'issue de l'évaluation des offres, le marché a été attribué provisoirement comme suit :

Entreprise	N.L.F de l'entreprise	Note technique	Montant de l'offre financière en dinars algériens	Délai de réalisation	Observation
EGTPH/ETB TCE Sellaoui Khodja	180054201448116	43/50	27.649.326,32 Vingt sept million six cent quarante neuf mille trois cent vingt six dinars et trente deux centimes	Six (06) Mois	L'offre la moins disant

Les soumissionnaires peuvent se rapprocher des services de la commune de Leghata, au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché pour prendre connaissance des résultats détaillés de leurs offres.

Ils peuvent introduire leurs recours devant la commission communale des marchés de la commune de Leghata dans un délai de dix jours (10 jours) à compter du premier jour de la publication de cet avis dans la presse nationale.

DK NEWS

Anep : 2016014825 du 16/09/2020

HANDBALL (EUROPE/CLUBS) Report d'un match de Ligue des champions à cause du Covid-19

La Fédération européenne de handball (EHF) a annoncé mardi le report à une date ultérieure du match de Paris à Szeged, comptant pour la première journée de la Ligue des champions de handball, en raison d'un cas de covid-19 au sein de l'effectif hongrois.

L'EHF a "reporté le match de Ligue des champions prévu jeudi entre Szeged et le Paris Saint-Germain, après qu'un membre de l'équipe de Szeged a été testé positif au Covid-19", a indiqué l'instance dans un communiqué.

Le club hongrois a été obligé de se mettre en quarantaine, selon les recommandations et sur ordre des autorités sanitaires hongroises, précise l'EHF.

"Ces circonstances rendent impossible la tenue du match programmé jeudi à 18h45". L'instance doit désormais trouver une nouvelle date pour le match. Il s'agit de la seule des huit rencontres prévues mercredi et jeudi qui a dû être reportée.

La pandémie de Covid-19 a fortement perturbé la saison 2019/20 de Ligue des champions de hand: le Final 4 féminin a été annulé et le Final 4 masculin a été reporté aux 28 et 29 décembre à Cologne (Allemagne), l'EHF renonçant aux 8es et aux quarts.

NHL Dallas en finale de la Coupe Stanley pour la première fois depuis 2000

Les Dallas Stars vont jouer leur première finale de championnat NHL depuis 20 ans, grâce à leur victoire arrachée en prolongation, lundi soir à Edmonton, face aux Golden Knights de Las Vegas (3-2).

Bien servi par John Klingberg, l'aïlier russe Denis Gurianov, d'un tir puissant après 3 min 36 sec de jeu en prolongation, a libéré les Stars, leur offrant du même coup leur ticket pour leur première finale de la Coupe Stanley depuis 2000.

Grâce à cette victoire acquise aux forceps, les Stars, vainqueurs de la Coupe Stanley 1999, ont remporté la finale de la conférence Ouest quatre victoires à une. Ils rencontreront en finale soit Tampa Bay, soit les New York Islanders.

Les Floridiens, qui mènent 3 à 1 dans la finale de la conférence Est, n'ont besoin que d'une victoire pour rejoindre Dallas.

Le match N.5 aura lieu mardi soir, toujours à Edmonton.

Outre Gurianov, Dallas peut remercier sa pépite finlandaise Joel Kiviranta qui, en marquant un but en toute fin de troisième période (2-2), a arraché la prolongation. Sans oublier leur gardien russe Anton Khudobin qui, en arrêtant 153 tirs sur 161 lors de cette série, a brillamment remplacé Ben Bishop, blessé.

"Nous avons retrouvé notre jeu. Nous avons marqué quand il fallait pour rester en course et la prolongation a fait le reste", a expliqué après la rencontre l'attaquant des Stars Joe Pavelski.

Quant à Khudobin, "il gagne en confiance à chaque match, et pourtant sa situation (de remplaçant, ndr) n'était pas simple au départ", a-t-il ajouté.

APS

HAND/ MONDIAL-2021 (PRÉPARATION) Les Algériens en stage du 16 au 28 septembre à Annaba

La sélection algérienne masculine de handball effectuera un stage de préparation du 16 au 28 septembre au Centre de regroupement des sportifs d'élite de Seraïdi (Annaba), en vue du mondial 2021 de handball, prévu du 13 au 31 janvier en Egypte, a indiqué lundi la Fédération algérienne de handball (FAHB).

Le sélectionneur français des "Verts", Alain Portes, a fait appel à 19 joueurs dont sept représentants du GS Pétrolier pour ce stage qui marque le début de la préparation des handballeurs algériens après plusieurs mois d'inactivité en raison de la pandémie de coronavirus.

Tous les joueurs convoqués ont été soumis la semaine dernière à des tests de dépistage au Centre national de médecine du Sport (CNMS), à l'exception du gardien Achraf Hamzaoui (CR Bordj Bou Arréridj) et Zakaria Belmesaoud (CRB Baraki) qui pourront intégrer le groupe après avoir passé leur test PCR, souligne la même source.

La sélection algérienne qui a hérité du groupe F, entamera le Mondial 2021 face à son homologue marocaine, le 14 janvier, puis son homologue islandaise lors de la deuxième journée, le 16 janvier, avant de conclure le tour préliminaire face au Portugal, le 18 janvier.

A l'occasion de cette 27e édition, qui se jouera pour la première fois en présence de 32 nations, les trois premières équipes de chaque groupe se qualifieront au tour principal,



qui se jouera en quatre groupes de six équipes.

Les deux meilleures sélections de chaque poule se qualifient pour les quarts de finale.

Dès le tour principal, les deux équipes les mieux classées de chaque groupe se qualifient pour les quarts de finale à partir du 27 janvier. Les équipes qui n'atteindront pas le tour principal disputeront la Coupe du Président qui débutera le 20 janvier. Les

matchs pour les médailles de bronze et d'or se joueront le 31 janvier au Cairo Stadium Sports Hall.

Les joueurs retenus pour le stage :

Zemmouchi Yahia (OM Annaba), Bouchtit Hammuodi (MM Batna), Benmeni Abdellah (GS Pétrolier), Chahbour Ryad (GSP), Hadidi Alaeddine (GSP), Ensaad Okba (CR Bordj Bou Arréridj), Zenadi Abdeldjalil (GSP), Saker Redouane (JSE Skikda), Arib Réda (GSP), Berkous Messaoud (GSP), Naim Zohir (JSE Skikda), Hammouch Abdennour (CR Bordj Bou Bordj), Griba Mohamed (CR Bordj Bou Arréridj), Lanani Skander (CR Bordj Bou Arréridj), Berriah Abderrahim (GSP), Bouzouli Youcef (OM Annaba), Boulahsa Ali (JSE Skikda), Kouri Mokhtar (MC Saïda), Oussama Bounedjah (MC Saïda).

ALGÉRIE

La sélection nationale de cyclisme à pied d'œuvre à Tikjda

L'équipe nationale de cyclisme a entamé dimanche un stage de préparation au complexe de Tikjda dans la wilaya de Bouira, en prévision des prochaines échéances internationales notamment les Jeux olympiques de Tokyo 2021 et les Jeux méditerranéens 2022, a-t-on appris lundi de son staff technique.

"Les cyclistes et le staff techniques sont satisfaits des conditions d'hébergement et de restauration au complexe de Tikjda où des mesures sanitaires rigoureuses ont été prises pour la protection des athlètes", a indiqué à l'APS l'en-

traîneur national adjoint, Abdelbasset Hannachi. La première journée du stage a été réservée à l'adaptation des cyclistes avec le lieu du stage avec l'organisation d'une randonnée. Le lundi, les athlètes ont entamé la préparation avec des entraînements de déchargement après une longue période de confinement sanitaire où il a été question seulement d'entretien de la forme. Le staff technique est étoffé, lors de ce stage, par le médecin fédéral Dr Rachid Bahamed, a-t-il fait savoir.

La direction technique nationale a programmé des visites pour s'enquérir

des conditions du déroulement du stage qui prendra fin le 22 septembre 2020.

Ce regroupement permettra à la direction technique nationale de tester le niveau de préparation des coureurs algériens après l'arrêt prolongé des compétitions nationales et internationales en raison de la pandémie de coronavirus, a-t-on souligné. A noter que les cyclistes concernés par ce stage ont effectué le test de dépistage (PCR) au niveau du Centre regroupement et de préparation des équipes nationales à Souidania (Alger) avant de rallier la ville de Bouira.

LUTTE

Stage de préparation des équipes nationales du 20 septembre au 6 octobre à Alger

Les athlètes des équipes nationales de lutte juniors et seniors (garçons et filles) effectueront du 20 septembre au 6 octobre un stage au Centre de préparation et de regroupement des équipes nationales à Souidania (Alger), indique

lundi la Fédération algérienne des lutttes associées (FALA). Le staff technique national, composé des entraîneurs Bendjedaa Mazouz, Aoune Fayçal, Zeghdane Messaoud et Benrahmoune Mohamed, a convoqué 37 athlètes à ce groupe-

ment, le deuxième post-confinement après celui effectué au Centre national des sports et loisirs de Tikjda (Bouira). Les athlètes de l'élite préparent les prochaines échéances dont le tournoi qualificatif aux Jeux olympiques de Tokyo, prévu

au mois de mars 2021 à El Jaddida (Maroc). La FALA a programmé plusieurs stages de préparation à Souidania et Tikjda en vue de ce tournoi, avec le strict respect du protocole sanitaire lié au coronavirus.

BASKET

L'organisation des Championnats d'Afrique U18 attribuée à l'Egypte

L'organisation des Championnats d'Afrique de basket-ball U18 (garçons et filles) a été attribuée à l'Egypte et aura lieu en décembre 2020, en attendant de fixer des dates pour les deux compétitions, a indiqué la branche africaine de la Fédération internationale

(Fiba/Afrique). Initialement prévues en août, respectivement en Guinée équatoriale, puis au Mali, les deux compétitions n'ont pu se tenir en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19).

Douze nations prendront part à ces événements, organisés chaque deux an-

nées. Les Championnats d'Afrique U18 de basket-ball qualifient deux pays pour les Mondiaux U19 dont l'édition prochaine aura lieu en 2021.

Il est à rappeler que le Mali est le tenant du titre des tournois dans les deux catégories.

SAISON 2020/2021 Reprise des entraînements uniquement pour les seniors et les réserves

Le début de la préparation pour la saison 2020/2021 concerne uniquement les catégories des seniors et des réserves, a indiqué mardi la Ligue de football professionnel (LFP).

Selon la même source, la date de reprise pour les autres catégories sera communiquée ultérieurement. Par ailleurs, la LFP rappelle aux clubs de Ligue 1 (seniors et réserves) que la date officielle autorisée pour le lancement de la préparation est fixée au 20 septembre conformément à la directive du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS).

Le coup d'envoi du championnat d'Algérie de Ligue 1 professionnelle de football, saison 2020/2021, sera donné quant à lui le vendredi 20 novembre, conformément aux instructions du Premier ministre et après adoption des protocoles sanitaires y afférents, avait annoncé jeudi dernier le MJS.

Le CR Belouizdad, champion d'Algérie en titre, a repris les entraînements lundi en fin de journée à Alger après six mois d'arrêt en raison de la pandémie de coronavirus, tandis que la JS Kabylie qui a déjà bouclé samedi son premier stage de préparation à Akbou (Béjaïa), entamera



La seconde partie de sa préparation estivale en effectuant à partir de mercredi un stage de 12 jours à Mostaganem. Les autres clubs de Ligue 1 n'ont pas encore communiqué les dates officielles de reprise des entraînements.

LIGUE 1 Le CR Belouizdad reprend les entraînements

Le CR Belouizdad, champion d'Algérie en titre, a repris les entraînements lundi en fin de journée à Alger après six mois d'arrêt en raison de la pandémie de coronavirus.

Sous la houlette de l'entraîneur français Franck Dumas, les joueurs se sont retrouvés à la forêt de Bouchaoui, dans le cadre de la première étape de préparation à la nouvelle saison 2020-2021 qui doit débuter le 20 novembre prochain.

La veille, tous les membres de l'équipe ont passé le test sérologique de dépistage du Covid-19, a indiqué la page Facebook du club algérois.

Les entraînements des clubs

de Ligue 1 sont autorisés à partir du 20 septembre et ceux des disciplines sportives collectives concernées par les compétitions internationales sont possibles depuis dimanche, selon le ministère de la Jeunesse et des Sports.

C'est ce qui a d'ailleurs encouragé le CRB, qualifié pour la prochaine édition de la Ligue des champions d'Afrique, à reprendre les entraînements.

Les "Rouge et Blanc" sont le deuxième club algérois de l'élite à reprendre les entraînements après la JS Kabylie, qui a déjà bouclé samedi son premier stage de préparation à Akbou (Béjaïa), six mois après la suspension des com-

pétitions et activités sportives en raison de la pandémie de Covid-19.

La formation kabyle entamera la seconde partie de sa préparation estivale en effectuant à partir de mercredi un stage de 12 jours à Mostaganem, en dépit de la mise en garde de la Ligue de football professionnel (LFP) dans laquelle elle appelle les clubs à suspendre les stages et regroupements des athlètes, jusqu'à interdits en raison du Covid-19.

Le CRB s'est renforcé durant le mercato estival en recrutant son ancien milieu de terrain Zakaria Draoui en provenance de l'ES Sétif, le défenseur

Mokhtar Belkhitir (ex-Club Africain/Tunisie), l'attaquant belge Maecy Ngombo (ex-Go Ahead Eagles/Pays-Bas) et le gardien Taoufik Moussaoui (ex-Paradou AC).

En revanche, le club belouizdadi a libéré cinq éléments de l'équipe première.

Outre le jeune Noufel Ould Hamou (21 ans), dont le contrat a été résilié à l'amiable, la direction du CRB va devoir négocier avec quatre joueurs qui sont toujours sous contrat.

Il s'agit d'Ahmed Gasmî, 35 ans (2021), Toufik Zerrara, 34 ans (2022), Mohamed Khoutir Ziti, 30 ans (2021) et Islam Bendif, 28 ans (2021).

Le Néerlandais Memphis Depay bientôt au FC Barcelone

L'attaquant néerlandais Memphis Depay s'apprête à quitter l'Olympique lyonnais pour rejoindre le FC Barcelone pour 25 millions d'euros, a rapporté mardi le quotidien néerlandais "De Telegraaf".

L'international de 26 ans retrouvera en Catalogne son compatriote Frenkie de Jong et l'entraîneur Ronald Koeman, qui l'a fait démarrer en sélection.

"Le FC Barcelone espère confirmer le transfert officiellement et présenter Depay au Camp Nou plus tard dans la semaine", a indiqué "De Telegraaf".

Le montant du transfert serait de 25 millions d'euros selon le quotidien, plus cinq millions d'euros à la fin de cette saison, et deux millions d'euros de bonus.

"L'association entre Memphis Depay et Lionel Messi constituera un défi intéressant pour Koeman car les deux joueurs brillent davantage chacun dans un rôle d'électron libre", observe le quotidien.

Ronald Koeman était à la recherche d'un attaquant après avoir signifié à l'Uruguayen Luis Suarez qu'il ne comptait pas sur lui pour la saison à venir.

Memphis Depay avait annoncé qu'il ne souhaitait pas prolonger son contrat d'un an en France et n'a jamais caché ses envies de jouer "pour un plus grand club" que l'Olympique lyonnais.

L'interruption du championnat de football en France, provoquée par la pandémie de coronavirus, qui a chamboulé le calendrier de la saison, a donné le temps au Néerlandais de se rétablir d'une opération au genou droit, après sa rupture d'un ligament croisé le 15 décembre 2019.

L'Olympique lyonnais a atteint en août dernier les demi-finales de Ligue des champions avant d'être éliminé par le Bayern Munich (3-0).

ASTON VILLA Jack Grealish prolonge son bail jusqu'en 2025

Le milieu de terrain international Jack Grealish (25 ans) a signé un nouveau contrat qui le lie jusqu'en 2025 avec Aston Villa, a annoncé le club de Birmingham mardi.

Convoyé cet été par Manchester United, Grealish a connu sa première sélection avec l'Angleterre contre le Danemark le 8 septembre en Ligue des Nations, après avoir joué pour l'Eire en sélection de jeunes.

Arrivé à six ans dans le club de la ville où il est né, Grealish est un meneur élégant dans le jeu et à la dégaine reconnaissable avec ses chaussettes constamment baissées.

Il avait débuté avec les "Claret and Blue" à l'âge de 17 ans, restant au club malgré la rétrogradation en 2016 et contribuant grandement à son retour dans l'élite à la fin de la saison

2018/19. Il a aussi été déterminant dans le maintien arraché de justesse lors de la dernière journée, la saison passée. "Jack est emblématique de la vision que notre propriétaire (le milliardaire égyptien Nassef Sawiris) a pour notre club", a commenté le président des Villans, Christian Purslow, cité dans le communiqué.

Il "est devenu l'un des meilleurs joueurs du pays (... et) nous sommes déterminés à construire une équipe de haut niveau autour de lui", a-t-il ajouté. "C'est mon club, ma ville et (...) les propriétaires m'ont clairement affirmé qu'ils étaient ambitieux et montré comment ils voulaient construire Aston Villa.

C'est une période exaltante qui s'annonce et je suis très heureux d'en faire partie", a commenté le joueur.

ALLEMAGNE Le Péruvien Pizarro nommé ambassadeur du Bayern Munich

L'ancien attaquant emblématique du Bayern Munich, Claudio Pizarro, a été nommé ambassadeur du club bavarois, a annoncé mardi le champion d'Allemagne et d'Europe de football.

Le Péruvien, qui a joué de 2001 à 2007 puis de 2012 à 2015

en Bavière, "aidera à porter le nom, la tradition et les valeurs du FC Bayern dans le monde", a précisé le vainqueur du triple Championnat-Coupe d'Allemagne-Ligue des champions dans un communiqué.

Ce rôle est déjà tenu au Bayern par Giovane Elber, Lo-

thar Matthäus et Bixente Lizarazu, d'autres grands joueurs qui ont marqué l'histoire du club bavarois.

Claudio Pizarro (41 ans) avait décidé de raccrocher les crampons il y a deux mois après un ultime passage au Werder Brême.

PSG-OM Neymar fait son mea culpa et lance un appel au calme

L'international Brésilien Neymar, pensionnaire du Paris SG, qui a accusé le Marseillais Alvaro Gonzalez d'injure raciste lors de son exclusion à la fin d'un "Clasico" houleux dimanche (0-1), a fait son mea culpa et lancé un appel au calme lundi sur Instagram.

"Je suis triste de voir le sentiment de haine que l'on peut provoquer quand on se révolte à chaud", écrit en portugais et en anglais l'attaquant brésilien, tout en maintenant ses accusations de racisme envers l'Espagnol de l'OM.

"Aurais-je dû l'ignorer? Je ne sais toujours pas... Aujourd'hui, à tête reposée, je pense que oui mais sur le moment, mes coéquipiers et moi avons demandé de l'aide aux arbitres,

et nous avons été ignorés.

C'est ça le sujet!", s'est justifié la vedette du PSG.

Durant ce match sulfureux, marqué en fin de rencontre par l'exclusion de cinq joueurs, dont Neymar pour avoir giflé Alvaro Gonzalez à l'arrière de la tête, l'attaquant brésilien du PSG s'est plaint auprès des arbitres, en répétant à de très nombreuses reprises "racisme, no!" ("le racisme, non!", en espagnol), en pointant le défenseur espagnol.

Le PSG a apporté son soutien à sa star qui, après le match, s'en était violemment pris sur les réseaux sociaux à Alvaro Gonzalez: "Mon seul regret c'est de ne pas avoir frappé ce connard au visage", avait-il écrit à chaud sur Twitter.

Une réaction sur et

en dehors du terrain que Neymar dit désormais regretter.

"Hier, je me suis perdu dans le match et j'ai manqué de sagesse", a encore dit Neymar, qui voit une "obligation" dans le fait de "pacifier ce mouvement antiraciste afin que les moins privilégiés puissent être défendus naturellement".

La commission de discipline de la Ligue de football professionnel (LFP) se penchera dès mercredi sur les cinq cartons rouges distribués à la fin du match pour déterminer le nombre de matches de suspension encourus par les Parisiens Neymar, Leandro Kurzawa et Leandro Paredes, et par les Marseillais Dario Benedetto et Jordan Amavi.

APB

QUALIF. CAN-2021 (PRÉPARATION) Cameroun-Japon en amical le 9 octobre à Utrecht

Le Cameroun affrontera le Japon le 9 octobre à Utrecht (Pays-Bas) en match de préparation en prévision des prochaines échéances officielles dont la reprise des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021, reportée à 2022 à cause du Covid-19, a indiqué lundi la Fédération camerounaise de football.

En prévision de cette rencontre amicale, les "Lions indomptables" du Cameroun effectueront un stage aux Pays-Bas du 5 au 13 octobre. Le sélectionneur Toni Conceição a dévoilé lundi une présélection de 32 joueurs.

La liste est marquée par le retour de Nicolas Nkoulou (Torino) et la convocation d'Eric Maxim Choupo-Moting (PSG).

Les habitués comme André Onana, Karl Toko-Ekambi, Clinton Njé ou encore Vincent Aboubakar seront bien présents. Mais on notera l'absence de Christian Bassogog qui évolue en Chine.

Tous les joueurs convoqués sont en Europe. Les joueurs locaux ne font pas partie de la liste, une conséquence des restrictions sanitaires liées au coronavirus.

Quelques nouveaux font leur apparition comme Ahmad Ngouyamsa (Dijon), Franck Evina (Hanovre), ou encore Eric Ayuk (Osmalispor).

En qualifications de la CAN-2021 (groupe F), le Cameroun affrontera le Mozambique en aller et retour pour le compte des 3^e et 4^e journées prévues entre le 9 et le 17 novembre 2020.

SUPERCOUPE DE TUNISIE ES Tunis- CS Sfaxien le 20 septembre

La Super coupe de Tunisie (saison 2018-2019) opposant l'Espérance de Tunis au CS Sfaxien aura lieu dimanche 20 septembre à 18h00 au stade olympique de Radès (Tunis), à huis clos, annonce, lundi, la Fédération tunisienne de football (FTF), sur sa page officielle facebook.

La Super coupe oppose le champion de Tunisie (Espérance de Tunis) au vainqueur de la coupe (CS Sfaxien). Selon les règlements de la FTF, en cas d'égalité à la fin du temps réglementaire, les deux équipes passeront directement à la séance des tirs au but pour se départager.

LIGUE DES CHAMPIONS FÉMININE L'Afrique du Sud candidate à l'organisation de la première édition

La Fédération sud-africaine de football (SAFA) a annoncé que l'Afrique du Sud se portait candidate à l'organisation de la première édition de la Ligue des champions féminine africaine, prévue en 2021.

Dans son communiqué, la SAFA explique que cette Ligue des champions "constituera une motivation supplémentaire" pour les équipes participant à son championnat fé-

minin national, lancé la saison dernière et dont la deuxième édition doit démarrer au début de l'année prochaine.

La Confédération africaine de football (CAF) a annoncé le 10 septembre le lancement de la Ligue des champions féminine, une compétition annuelle dont la phase finale regroupera huit équipes.

Chacune des six zones de la CAF organisera des qualifi-

cations pour déterminer les finalistes du tournoi à huit équipes.

La répartition sera la suivante : une équipe de chaque zone, une équipe du pays hôte et une équipe supplémentaire, a précisé l'instance à l'issue de la réunion du Comité exécutif par visioconférence.

Pour la première édition, l'Union zonale du pays hôte aura deux représentants.

LUTTER CONTRE LA CORRUPTION ET LE CRIME DANS LE FOOT Mémorandum d'entente entre l'UNODC et la FIFA

L'Office des Nations unies contre les drogues et le crime (UNODC), la plus haute agence anti-corruption de l'ONU, et la Fédération internationale de football, ont signé ce lundi, un mémorandum d'entente afin d'intensifier leur coopération conjointe pour faire face aux menaces que pose la criminalité dans le sport, a annoncé la Fifa sur son site officiel.

Le mémorandum d'entente — signé au siège de l'UNODC à Vienne par Ghada Fathi Waly, directrice exécutive de l'UNODC, et par Gianni Infantino, président de la FIFA, à l'occasion de l'événement "Lutter contre la corruption et le crime dans et par le sport" — permettra également de réfléchir à la façon dont le football peut être utilisé comme vecteur de renforcement de la jeunesse contre la criminalité et la consommation de substances en proposant des formations sur les compétences essentielles. "Le sport permet de développement des enfants et des jeunes et nous avons plus que jamais besoin du sport dans l'après-COVID-19 pour rendre les gens plus sains et plus heureux, mais aussi pour faire renaître l'emploi. Cepe ndant, pour exploiter le pouvoir du sport, nous devons en protéger l'intégrité", a déclaré Ghada Waly, directrice exécutive de l'UNODC.

"J'estime que la FIFA, l'instance dirigeante internationale du football mondial, et l'Organisation des Nations unies forment une alliance formidable. Je suis très heureuse de voir l'UNODC et la FIFA joindre leurs forces en signant un mémorandum d'entente en vue de protéger le football et les événements sportifs contre la corruption,



pour promouvoir la prévention de la criminalité chez les jeunes et pour protéger les enfants et les jeunes sportifs contre toute forme de violence et d'exploitation." "Depuis 2016, la FIFA nouvelle version a fait de grands pas en avant en matière de bonne gouvernance, mais aussi dans le domaine de l'intégrité du football, notamment dans la lutte contre la manipulation des matches et la protection des enfants dans le football", s'est réjoui le président de la FIFA Gianni Infantino. "La signature du mémorandum d'en-

tente avec l'UNODC, aujourd'hui, représente une étape majeure de notre organisation et rappelle l'engagement total de la FIFA nouvelle version et de moi-même envers une politique de tolérance zéro contre la corruption dans le football : plus jamais ça ! Elle illustre également notre engagement à mettre le football au service de la société et à l'utiliser comme outil permettant d'atteindre les objectifs des politiques publiques et les objectifs de développement durable de l'ONU." a-t-il ajouté. Le mé-

morandum devrait également permettre d'exploiter les forces des deux organisations pour trouver des solutions positives à la lutte mondiale contre la corruption et le crime dans et par le sport, mais aussi de consolider l'influence positive du football chez les jeunes du monde entier en renforçant leur résilience à la violence et à la criminalité, et en assurant la promotion du fair-play, du travail collectif, de la non-discrimination, de la tolérance et du respect, affirme la même source.

Messi rejoint Ronaldo au club des Milliardaires



La star argentine du FC Barcelone Lionel Messi est devenu le deuxième footballeur de l'histoire à franchir la barre du milliard de dollars de revenus cumulés dans sa carrière, rejoignant ainsi son rival de toujours le Portugais

Avec 126 millions de dollars glanés (106,1 millions d'euros) lors de la saison 2019-2020, le sextuple Ballon d'or est le joueur le mieux payé de la planète, comme en 2018-2019, devant son rival portugais et Neymar. L'international ar-

gentin a empoché 77,47 millions d'euros de salaires et 34 millions grâce à ses nombreux sponsors En juin dernier, CR7 (35 ans) devenait le premier footballeur de l'histoire à franchir la barre du milliard de dollars de revenus cumulés dans sa carrière.

L'Argentin s'offre ainsi la première place des footballeurs les mieux payés de la planète cette année, devant ainsi Cristiano Ronaldo, Neymar et Kylian Mbappé. La plus belle progression financière est à mettre à l'actif du Français Kylian Mbappé. Comme sur le terrain, l'attaquant du PSG ne perd pas de temps et gagne trois places par rapport au classement de l'an passé.

Comme il a finalement décidé d'honorer son contrat au Barça, la Pulga va également toucher un "bonus de loyauté" de 70 M € en 2021.

Comme il a finalement décidé d'honorer son contrat au Barça, la Pulga va également toucher un "bonus de loyauté" de 70 M € en 2021.

Comme il a finalement décidé d'honorer son contrat au Barça, la Pulga va également toucher un "bonus de loyauté" de 70 M € en 2021.

Classement du Top 10:

- Lionel Messi** : 126 M de dollars (92 M de salaires + 34 M de ses sponsors)
- Cristiano Ronaldo** : 117 M de dollars (70 M de salaires + 47 M de ses sponsors)
- Neymar** : 96 M de dollars (78 M de salaires + 18 M de ses sponsors)
- Kylian Mbappé** : 42 M de dollars (28 M de salaires + 14 M de ses sponsors)
- Mohamed Salah** : 37 M de dollars (24 M de salaires + 13 M de ses sponsors)
- Paul Pogba** : 34 M de dollars (28 M de salaires + 6 M de ses sponsors)
- Antoine Griezmann** : 33 M de dollars (28 M de salaires + 5 M de ses sponsors)
- Gareth Bale** : 29 M de dollars (23 M de salaires + 6 M de ses sponsors)
- Robert Lewandowski** : 28 M de dollars (24 M de salaires + 4 M de ses sponsors)
- David De Gea** : 27 M de dollars (24 M de salaires + 3 M de sponsors).

Sami Khedira refuse de résilier son contrat

Aucun accord entre les deux parties en vue d'une séparation. Depuis plusieurs semaines, la formation de la Juventus Turin s'est lancée dans une opération dégraissage. Blaise Matuidi et Gonzalo Higuain ont déjà fait leurs valises. Sami Khedira est également poussé vers la sortie comme nous le révèle Tuttosport. Néanmoins le milieu de terrain de 33 ans ne souhaite faire aucun cadeau à ses dirigeants. Les Bianconeri lui auraient fait une proposition pour résilier son contrat qui se termine en juin 2021. Une offre que l'international allemand a refusé. Si il devait partir, c'est avec l'intégralité de son salaire.



JACK GREALISH PROLONGE AVEC ASTON VILLA

Annoncé chez les grands d'Angleterre, Jack Grealish a finalement prolongé pour deux saisons supplémentaires avec son club formateur. Une montée en Premier League l'été dernier avec Aston Villa, un maintien assuré suivi d'une première convocation avec la sélection anglaise, Jack Grealish ne pouvait pas espérer mieux sur ses douze derniers mois.

Finalement, il a trouvé le moyen de mettre la cerise sur le gâteau avec une prolongation de contrat signée ce mardi.

Lié jusqu'en 2023, le capitaine des Villans a signé pour deux ans de plus avec son club formateur. A 25 ans, le n°10 d'Aston Villa aurait pu répondre aux appels du pied des cadors anglais durant l'été mais a fait le choix de rester chez lui, à Birmingham, et donc de prolonger.

"Jack est dans le club de sa ville natale depuis l'âge de huit ans et a fait ses débuts chez les Villans à la fin de la saison 2013-2014. Il est resté avec Villa malgré la re-légation en 2016 et a joué un rôle crucial dans notre retour dans l'élite l'année dernière", peut-on lire en guise d'hommage sur le communiqué du club.

MARTINEZ RESTE A L'INTER !

Beto Yaqué, l'agent de Lautaro Martinez, a définitivement coupé court aux rumeurs qui envoient son client à Barcelone et au Real Madrid. L'attaquant argentin resterait une saison de plus.

Les fans de l'Inter Milan peuvent être soulagés. Longtemps décrit comme la priorité du FC Barcelone, l'attaquant de l'Inter Milan Lautaro Martinez (23 ans) ne partirait visiblement pas cet été. Les finances du Barça ne sont pas au mieux, en partie à cause de la crise sanitaire actuelle, les Barcelonais auraient tenté différentes stratégies pour pouvoir enrôler l'attaquant argentin, avec des échanges proposées mais aucune offre n'intéressait visiblement pas l'Inter Milan. Le natif de Bahía Blanca devrait visiblement bien rester au moins un an de plus dans le club milanaise. C'est en tout cas ce qu'annonce son agent. "Lautaro reste à l'Inter il n'y a absolument rien avec le Real Madrid et avec le Barça. Lautaro va bien rester cet été à l'Inter" a annoncé Beto Yaqué.



MENDOZA COURTISÉ EN LIGUE 1

L'ailier d'Amiens Steven Mendoza ne devrait pas s'étérier en Ligue 2. Deux clubs de Ligue 1, Strasbourg et Angers, pourraient passer à l'offensive. Buteur lors de la défaite aménoise face au Paris FC (1-2) ce week-end, Steven Mendoza range son frein en Ligue 2. L'ailier colombien, déjà sur le départ l'hiver dernier, pourrait retrouver la Ligue 1 où Strasbourg et Angers seraient venus en renseignements, selon L'Equipe dans son édition du jour. En fin de contrat dans un an, l'international colombien de 28 ans est évalué à 3 millions d'euros par les dirigeants picards, qui sont vendeurs. Auteur de 5 buts la saison dernière dans l'élite, Mendoza avait été annoncé sur les tablettes de l'OM en janvier.

Cavani aurait proposé ses services

L'attaquant Edinson Cavani (libre, ex-PSG) aimerait bien enfiler le maillot du FC Barcelone cet été. Rappelons que l'international uruguayen est libre de s'engager où bon lui semble. En effet, Cavani n'a pas signé un nouveau contrat au PSG. Pendant un moment, « El Matorador » semblait se rapprocher du Benfica Lisbonne. Mais au final, les négociations entre les deux parties avaient échoué. A en croire le site du quotidien Sport, Edinson Cavani aurait « contacté » les dirigeants du FC Barcelone « à deux reprises » au cours des « dernières semaines ». Histoire de leur proposer ses services avec, pourquoi pas, à la clé un engagement de « deux ans » (30 juin 2022). En Catalogne, l'ex-footballeur du PSG serait considéré comme étant « un joueur de premier ordre » avec « une très forte présence dans la surface de réparation ». Autrement dit, un chasseur de buts incontournable en Europe. Malgré tout cela, Sport précise que la cellule de recrutement du Barça aurait « abandonné » la piste qui conduirait à l'attaquant expérimenté. En effet, Cavani ne ferait pas « partie des priorités » en matière de recrutement.



MAN CITY VA METTRE UNE GROSSE SOMME POUR JOSÉ GIMENEZ

Les Citizens vont mettre le paquet pour le joueur des Colchoner. Alors que cette rumeur circule depuis une dizaine de jours, la formation de Manchester City aurait décidé de passer la vitesse supérieure comme nous le révèle le quotidien AS. En effet, Pep Guardiola aurait fait de José Gimenez sa nouvelle priorité défensive pour ce mercato. Le défenseur central uruguayen aurait fait l'objet d'une grosse offre de la part des Skyblues. Ces derniers auraient envoyé une proposition de 89 millions d'euros plus 5 M€ de bonus. Une somme qui pourrait séduire le club madrilène qui a besoin d'argent. Néanmoins, les Colchoner réclameraient toujours 120 millions d'euros soit la clause libératoire du joueur.



ALGÉRIE-ITALIE

Le Président Tebboune reçoit la ministre italienne de l'Intérieur

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu mardi la ministre de l'Intérieur de la République d'Italie, Mme Luciana Lamorgese, qui effectue une visite en Algérie, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu ce matin la ministre de l'Intérieur de la République d'Italie, Mme Luciana Lamorgese, qui effectue une visite en Algérie", lit-on dans le communiqué.

L'audience s'est déroulée en présence des membres de la délégation accompagnant la ministre italienne, du directeur de cabinet de la Présidence de la République, du ministre des Affaires étrangères, et du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, a ajouté la même source.



« L'Algérie et l'Italie disposées à œuvrer pour le développement de leurs relations "privilegiées" »

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, Kamel Beldjoud et son homologue italienne, Mme Luciana Lamorgese ont exprimé, mardi à Alger, la "pleine" disposition des deux pays à développer leurs relations "privilegiées". Les deux pays, qui entretiennent des relations "privilegiées", œuvrent à les développer dans divers domaines, a déclaré M. Beldjoud à la presse au terme de sa ren-

contre avec son homologue italienne. L'Algérie et l'Italie "ont exprimé leur pleine disposition à œuvrer au développement de leurs relations", a-t-il précisé, indiquant que les discussions bilatérales ont porté également sur plusieurs aspects qui intéressent les deux parties. La ministre italienne a évoqué le phénomène de la migration clandestine, a-t-il dit, soulignant que le nombre de migrants algériens clandestins en Italie

est "très faible" par rapport à d'autres pays. L'Algérie "assume ses responsabilités" et prend les décisions qui s'imposent à ce sujet, a-t-il assuré. Pour sa part, la ministre italienne, qui a exprimé le souhait de son pays d'établir une coopération "plus large" avec l'Algérie, a déclaré "je suis convaincue que nous avons jeté les bases d'une nouvelle coopération bilatérale entre nos deux pays qui travaillent constamment dans le cadre du par-

tenariat et de l'esprit d'amitié".

L'Algérie et l'Italie disposent de tous les atouts pour aller de l'avant dans nos relations, à travers une large coopération dans divers domaines notamment pour ce qui est des flux migratoires et de toutes les aides que pourrait apporter la protection civile, a-t-elle dit, saluant l'expertise exceptionnelle de la protection civile en matière de séismes et des situations d'urgence.

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT L'Algérie élue au Conseil d'administration

L'Algérie a été élue, lundi, au Conseil d'Administration du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)/Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP)/ Bureau des Nations Unies pour les services d'Appui aux Projets (UNOPS), lors des élections des organes subsidiaires du Conseil Economique et Social des Nations Unies (ECOSOC) tenues à New York.

L'Algérie a bénéficié, lors de cette élection, d'une très forte majorité de voix puisqu'elle a obtenu 52 voix sur les 54 votants. Ce fort soutien recueilli par l'Algérie lors de son élection à cet organe est, en fait, une reconnaissance de son rôle et de sa contribution aux travaux des Nations Unies, notamment à la mise en œuvre des politiques formulées par l'Assemblée générale et par le Conseil Economique et Social. Cette élection intervient, opportunément, au lendemain de la reconduction, pour une année, des programmes de coopération entre l'Algérie et le PNUD.

La présence de l'Algérie

au sein du Conseil d'Administration du PNUD permettra certainement, au-delà de la mise en œuvre du programme de coopération en cours, de renforcer la collaboration et le partenariat avec cet organe onusien.

A l'issue de cette élection, l'Algérie siègera au Conseil d'administration du PNUD, à partir du 1er janvier 2021, pour un mandat de trois ans. Le Conseil d'administration du PNUD/ FNUAP/UNOPS, créé en vertu de la résolution 48/162 de l'Assemblée générale, est placé sous l'autorité de l'ECOSOC et chargé principalement d'appuyer et de superviser les activités des agences onusiennes conformément aux orientations de l'Assemblée Générale et du Conseil Economique et Social des Nations Unies. Il est composé de 36 Etats membres. Outre l'Algérie, le Bangladesh, Cuba, Guatemala, la Finlande, l'Iran, la Nouvelle Zélande, le Nigeria, la Russie, l'Espagne et la Grande Bretagne ont été élus pour siéger au Conseil d'administration du PNUD/FNUAP/UNOPS.

ECOLE SUPÉRIEURE DE LA GENDARMERIE NATIONALE (ESGN)

Le Général Gouasmia installe le colonel Derrani au poste de Commandant

Le Général Noureddine Gouasmia, Commandant de la Gendarmerie nationale, a supervisé lundi la cérémonie d'installation du colonel Mohamed Derrani, en qualité de commandant de l'école supérieure de la Gendarmerie nationale (ESGN) à Zéralda, en remplacement au colonel Haoues Bedjaoui, a indiqué le Commandement dans un communiqué. Tenue au siège de l'école supérieure de la GN, en présence des autorités militaires, la cérémonie d'installation a été l'occasion pour le général Gouasmia d'afficher "une pleine disponibilité" à offrir tout appui et soutien au nouveau commandant, invitant les membres de l'École à l'assister dans ses missions en toute honnêteté et loyauté. Le général Gouasmia a donné des instructions et des orientations à l'adresse des cadres de l'ESGN, les exhortant à "doubler d'efforts afin de promouvoir toutes les spécialités de la formation", et mettant l'accent sur "l'importance de ce volet dans la préparation des potentiels humains compétents et capables de relever les défis de l'action sur le terrain", dans le "strict respect" des lois et règlements, et en veillant à faire montre de nobles valeurs nationales et d'une déontologie exemplaire.

JUSTICE

Cour d'Alger : Khaled Drareni condamné à 2 ans de prison ferme

La Cour de justice d'Alger a condamné, mardi, Khaled Drareni à deux (2) ans de prison ferme pour "atteinte à l'unité nationale" et "incitation à un rassemblement non armé". La Cour a condamné à quatre (4) mois de prison ferme, Samir Belarbi et Mouh Slimane Hamitouche pour "incitation à un rassemblement non armé" en abandonnant l'accusation d'"atteinte à l'unité nationale". Le Procureur général près la Cour d'Alger avait requis, lors du procès en appel, une peine de quatre (4) ans de prison ferme et une amende de 50 000 Da à l'encontre de Khaled Drareni. La

même peine a été requise à l'encontre de Samir Belarbi et Slimane Hamitouche, poursuivis dans la même affaire et condamnés, en août dernier, à deux (2) ans de prison, dont quatre (4) mois de prison ferme. Le 10 août passé, le journaliste Khaled Drareni a été condamné par le Tribunal de Sidi M'hamed d'Alger à trois (3) ans de prison ferme tandis que les activistes Samir Belarbi et Slimane Hamitouche ont écopé de 2 ans d'emprisonnement dont 4 mois fermes pour "atteinte à l'unité nationale" et "incitation à un rassemblement non armé".



AFFAIRE DES DEUX ANCIENS MINISTRES OULD ABBES ET BARKAT Le verdict attendu aujourd'hui

Le verdict dans l'affaire des deux anciens ministres Djamel Ould Abbes et Said Barkat, poursuivis pour détournement, dilapidation de deniers publics, conclusion de marchés en violation de la législation et abus de fonction, sera prononcé, aujourd'hui, par le tribunal de Sidi M'hamed (Alger). A l'issue d'un procès de quatre jours dans cette affaire où sont poursuivis d'anciens cadres du ministère de la Solidarité nationale, le juge de siège a décidé du report du verdict au 16 septembre 2020. Le Procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed (Cour d'Alger) avait requis, dimanche, des peines de 12 ans de prison ferme à l'encontre de Djamel Ould Abbes, et 10 ans de prison ferme à l'encontre de Said Barkat, avec

saisi de tous leurs biens et fonds illégaux. Des peines de 8 ans de prison ont été aussi requises à l'encontre de l'ancien Secrétaire général du ministère de la Solidarité nationale, Bouchenak Khelladi, du chef du protocole, M. Dejjellouli Said et de l'ancien secrétaire général du même ministère, Ismail Benhabiles (en liberté). Concernant le fils de l'ancien ministre Djamel Ould Abb es (El Ouafi), en fuite et impliqué dans d'autres affaires de corruption, le Procureur de la République a requis 10 ans de prison à son encontre, avec émission d'un mandat d'arrêt international à son encontre pour exploitation des fonds de la Caisse nationale de la solidarité à des fins électorales. Durant le plaidoyer du Procureur de la République, il

s'est avéré que la valeur des montants dont ont bénéficié 4 associations présidées par l'ancien ministre de la Solidarité nationale s'élève à plus de 1850 milliards de centimes. Le collectif de défense des deux accusés a focalisé sur le code des marchés publics, faisant référence au recours par le ministère aux associations en vue de superviser les opérations de solidarité au vu de "leur caractère urgent". La défense a souligné que "tous les rapports confirment que les opérations de solidarité ont été effectuées conformément à la loi et qu'il n'y a aucun détournement de deniers publics de la part de l'organisation étudiante ni des autres associations, ni du ministère de la Solidarité".